



HAL
open science

Terre et seigneurie en Castille, un panorama historiographique

Antoine Roulet

► **To cite this version:**

Antoine Roulet. Terre et seigneurie en Castille, un panorama historiographique. 2024. halshs-04647124

HAL Id: halshs-04647124

<https://shs.hal.science/halshs-04647124>

Preprint submitted on 23 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Terre, seigneuries, monarchie en Castille, un parcours historiographique

L'historiographie sur la « noblesse », le « féodalisme » et les « seigneuries » dans le monde ibérique reste tributaire d'une longue tradition de réflexion sur l'héritage de « l'Ancien Régime », pensé à travers un cadre national, qui explique l'importance des débats sur la spécificité de la péninsule et sur sa marginalisation dans le concert des nations, voire sa décadence au cours du XIX^e siècle, une situation analogue au cas italien¹. Les termes du débat qui dure, parfois inconsciemment, jusqu'à l'extrême fin du XX^e siècle et qui se nourrit de la circulation des courants historiographiques d'un pays à l'autre tout en restant très national, sont posés dès l'historiographie libérale du XIX^e siècle. Hantée par le souvenir de la gloire passée, forcée de se comparer aux cas anglais ou français, celle-ci se construit à la fois autour d'une exaltation romantique du moyen âge finissant et de la période des rois catholiques, pensés comme des unificateurs des royaumes – un lieu commun historiographique qui deviendra plus tard un mantra de la génération de 1898 puis du national-catholicisme – et autour d'un rejet de l'héritage seigneurial en matière économique et foncière. Cela conduit – comme en France, en Italie et dans toute l'Europe dont on juge qu'elle conserve des traces de « féodalité » – à condamner les biens de mainmorte, les « mentalités féodales » passéistes et avec elles l'emprise de l'Église et des seigneuries sur la terre et sur les esprits, considérés comme les causes du « retard espagnol » sur le chemin de la modernité étatique, démocratique et capitalistique. L'emprise des seigneuries sur le territoire est ainsi un élément mineur mais crucial de la légende noire qui se cristallise au XIX^e siècle autour de certaines images : l'Espagne « mystique » et « rétrograde », le pauvre hidalgo attaché à son honneur, hostile à l'investissement et enclins aux dépenses somptuaires comme aux thésaurisations inutiles, les *latifundios* et le système d'exploitation qu'ils impliquent, etc. sont des poncifs qui, d'une manière ou d'une autre, se rattachent à la question seigneuriale, qui s'est transformée en question agraire avec la liquidation des seigneuries au XIX^e siècle.

Le lien à la terre est pourtant longtemps assez évanescent dans les travaux académiques, jusqu'aux années 1980. Cela tient pour une part à la nature souvent conservatrice de l'historiographie jusque-là, mais aussi à certaines caractéristiques des seigneuries de Castille qui ont longtemps conduit, au cours du XX^e siècle, à marginaliser les débats autour du féodalisme et à privilégier une approche institutionnelle au détriment d'une approche qui se pencherait sur le contrôle de la terre et des hommes. Un mot cristallise la question, le *solar*, et derrière lui, l'idée d'un seigneur *solariego* ou d'une seigneurie *solariega*. Le *solar* est d'abord la parcelle sur laquelle on construit la maison, c'est le terme qu'on retrouve lors des actes de fondations de villes aux Amériques, ou sur leurs plans, pour désigner les lots qui sont distribués aux fondateurs et qui seront leur propriété. Le terme a une connexion particulière avec les maisons nobles, puisque la *casa solar*, c'est la maison ancienne, originelle d'un lignage, son assise foncière. Le terme de *señorío solariego* a des occurrences beaucoup plus rares, en général dans des situations où, précisément, le seigneur s'en réclame pour revendiquer la propriété entière du territoire de sa seigneurie. Malgré cela, en se fondant le plus souvent de l'un des grands historiens des seigneuries modernes des années 1960-1980, Salvador de Moxó, l'historiographie s'est adossée à une distinction commode entre seigneurie juridictionnelle et seigneurie *solariega*², qui est d'ailleurs bien antérieure³.

¹ Cet article est écrit pour une part à partir d'une présentation de travaux et de discussions avec Adolfo Carrasco Martínez lors d'un colloque tenu à Paris en octobre 2022. Qu'il soit vivement remercié. Les comparaisons avec l'Italie viennent de la communication de Federico del Tredici et des discussions.

² Salvador de MOXÓ, « Los señoríos. En torno a una problemática para el estudio del régimen señorial », *Hispania. Revista española de historia*, 24, 1964, p. 185-236, 399-430.

³ Elle est une évidence chez Rafael ALTAMIRA, *Historia de España y de la civilización española. Tomo 3*, Herederos de Juan Gili., Barcelona, 1906. p. 189. On la retrouve chez les historiens-juristes du XIX^e siècle, par exemple Juan López SERRANO,

Ce diptyque utile sur le plan analytique distinguait le contrôle juridictionnel et le contrôle sur la terre au sein du territoire seigneurial pour mieux souligner que la seigneurie au plein sens du terme cumulait ces deux dimensions, ce que Moxó appelait la seigneurie « pleine ». L'historiographie a noté depuis longtemps⁴, que cette distinction conduisait à rétroprojeter sur l'époque moderne un partage qui remontait aux débats des députés libéraux des Cortés de Cadix, en 1811, soucieux, selon un mot de Francisco Martinez de la Rosa, d'« arracher jusqu'à la dernière racine de la féodalité sans blesser en rien le tronc de la propriété »⁵, en abolissant uniquement la juridiction, ce qui constitue la base légale de la continuité souvent vérifiée entre les seigneuries d'ancien régime et les latifundios du XIX^e siècle. Le procédé consistait à assimiler propriété de la terre et seigneurie, en faisant remonter aux XVI^e-XVII^e siècles une définition libérale de la propriété. Rétrospectivement, cela a parfois amené l'historiographie à considérer les seigneurs comme des « propriétaires » – au moins au titre de la propriété éminente – de tout le territoire qui leur était soumis. La formule « propriétaire et seigneur » est courante dès le XVI^e siècle⁶, ce qui ne signifie ni que la nature et l'étendue des droits que les seigneurs exerçaient sur les terres, leurs hommes et leurs seigneuries relèvent du régime de propriété que nous connaissons, ni que le binôme propriété éminente/propriété utile soit le plus pertinent pour comprendre ce qui se joue. Ce n'est que dans les années 1980, quand les travaux sur l'organisation de la terre prennent leur essor, que la nécessité de distinguer clairement *señorio* et *propiedad* s'impose, chez les historiens comme les juristes, non pour opposer propriété et juridiction mais pour penser la propriété autrement. L'historiographie s'installe dès lors dans une zone plus grise permettant de penser des situations dans lesquelles les droits sur le territoire sont négociés, partagés et relèvent d'une propriété divisée, privilégiée ou d'une autorité s'exerçant sur le territoire et ses hommes par d'autres biais que la pleine propriété de la terre⁷.

Cet article entend parcourir l'historiographie sur ces questions pour interroger la marginalisation paradoxale de la terre dans le débat, alors qu'elle était l'un des problèmes politiques cruciaux depuis le XIX^e siècle. Cela implique de ressaisir l'histoire de la seigneurie dans une perspective large, car, au-delà des études, articles et monographies spécifiquement consacrées à la seigneurie comme objet, celle-ci est encore davantage un élément dans des débats plus structurants, autour de l'inexistence du « féodalisme » ou de l'émergence de l'état « moderne ». Le but n'est pas de ré-ouvrir ces controverses qui se sont éteintes, mais de les déployer, pour le cas castillan, depuis les années 1960, avec l'ambition de dégager leurs principaux mouvements et de présenter, ce faisant, les grandes caractéristiques d'un « régime seigneurial » désormais bien étudié et connu et assez différent de ce que l'on rencontre dans les autres articles de ce dossier. Si la nature et la périodisation des débats historiographiques sont congruentes avec ce qu'on retrouve hors d'Espagne et témoignent de la grande circulation des problématiques et des concepts, l'historiographie reste traversée par l'idée d'une spécificité espagnole, qu'elle n'a cessé de travailler, et qui est moins contrebalancée par des comparaisons internationales que par la conviction croissante – fondée pour la Castille comme pour toute société d'ancien régime – d'une très grande

Origen del feudalismo, elementos que lo constituyen ; su influencia en el derecho, Madrid, Santiago Aguado, 1859, p. 38 et dans les nombreux discours de ce type qui furent publiés dans les années 1860.

⁴ Ignacio ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna: la casa de Osuna, siglos XV-XIX*, 1987.

⁵ Cité par Antonio DOMINGUEZ ORTIZ, « La fin du régime seigneurial en Espagne », *Annales historiques de la Révolution française*, 196-1, 1969, p. 185-190. Sur ces débats : Manuel ARDIT LUCAS, « Política e historia en el debate sobre señoríos de las Cortes de Cadix », *Studia historica. Historia moderna*, 6, 1988, p. 371-379.

⁶ Alfonso María GUILARTE, *El regimen señorial en el siglo XVI (1962)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1987. en donne des exemples, p. 77 sqq.

⁷ Gonzalo ANES ALVAREZ DE CASTRILLÓN, « Señorío y propiedad », *Magister: Revista miscelánea de investigación*, 3, 1985, p. 83-89 ; Mariano PESET REIG, « Los señoríos en el Antiguo Régimen », *Areas: revista internacional de ciencias sociales*, 10, 1989, p. 75-79 ; Mariano PESET REIG, *Dos ensayos sobre la historia de la propiedad de la tierra*, Ed. de derecho Reunida., Madrid, 1982 ; Bartolome CLAVERO, *El mayorazgo. Propiedad feudal en Castilla 1369-1836*, Madrid, Siglo xxi, 1974.

diversité de situations. Depuis les années 1980, la fragmentation et la multiplication de la production historiographique a produit une image éclatée qui, pour une part, tient à la réorganisation géographique du monde académique dans le pays et prend le centralisme du franquisme à revers. La forte présence dans les discussions des historiens du droit, depuis le XIX^e siècle et jusqu'à la fin du XX^e siècle, dont les positions n'ont rien d'homogène, et à travers eux d'une revue, l'*Anuario de historia del derecho español*, est une autre caractéristique du paysage historiographique espagnol. Leur approche s'est confrontée et articulée avec l'histoire économique et sociale, marxiste ou non, à compter des années 1970, autour de plusieurs débats, étroitement articulés et interdépendants, sur la reféodalisation, le féodalisme tardif, la notion « d'État moderne » avant que, à partir des années 2000, ces questions ne se marginalisent et ne perdent leur acuité théorique, au profit d'une historiographie moins clivante, dans laquelle les dimensions économiques et seigneuriales sont ajustées aux questions culturelles, religieuses, familiales et clientélares. Nous proposons de revenir sur ces mutations, sans aucunement prétendre à l'exhaustivité, en examinant l'émergence de la notion de « régime seigneurial » par opposition au « féodalisme », en retraçant le fil rouge de ces travaux, à savoir les relations monarchie-seigneuries et en revenant sur la question du « poids » des seigneuries dans l'organisation du royaume de Castille.

Le mirage du féodalisme castillan ? Des fiefs au « régime seigneurial »

Dans le cas espagnol, les réflexions sur la féodalité qui agitent l'historiographie depuis le XIX^e siècle se sont heurtées à une caractéristique de l'histoire de la péninsule : la seigneurie est presque davantage « moderne » que « médiévale ». Alfonso Maria Guilarte l'a montré nettement dès 1962⁸ en se réclamant de quelques pionniers de l'entre-deux-guerres, en particulier Manuel Torres Lopez⁹ et, dans les mêmes années, Salvador de Moxó puis Noël Salomon ont développé la question avant qu'Antonio Domínguez Ortiz ne tire l'analyse jusqu'à la fin du XVII^e siècle¹⁰. Antérieurement, l'historiographie s'en était le plus souvent tenue au poncif libéral d'une rupture sous le règne des rois catholiques, réputés unifier le royaume et fortifier la monarchie en mettant la noblesse au pas, selon un vieux schéma, inlassablement repris chez les historiens des années 1840-1920, en particulier chez Modesto Lafuente, autour d'une monumentale histoire générale de l'Espagne constamment rééditée tout au long du second XIX^e siècle¹¹. La question de la seigneurie était déjà pensée dans le cadre de sa relation à la monarchie mais de manière très téléologique, en pensant la monarchie et « l'État » comme des dépassements nécessaires du pouvoir nobiliaire et seigneurial, arrimé de ce fait au moyen âge, quitte à invisibiliser les seigneuries modernes en insistant sur la décadence économique de la noblesse, sur sa « défaite » lors des « comunidades » et sur la curialisation des élites¹².

Dans la première moitié des années 1960, le régime seigneurial, au moins si l'on s'en tient à l'extension du *señorío* (terres soumises à la juridiction d'un seigneur) par rapport au *realengo* (terres

⁸ A.M. GUILARTE, *El regimen señorial en el siglo XVI...*, op. cit.

⁹ Manuel Torres LÓPEZ, *El origen del Señorío solariego de Benamej y su carta-puebla de 1549*, Tip. Lit. Paulino V. Traveset,, Grenade, 1932.

¹⁰ Salvador de MOXÓ, *La incorporación de los señoríos en la España del Antiguo Régimen*, Valladolid, 1959 ; Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, « Ventas y exenciones de lugares durante el reinado de Felipe IV », *Anuario de historia del derecho español*, 34, 1964, p. 163-208 ; Noël SALOMON, *La campagne de Nouvelle Castille à la fin du XVI^e siècle d'après les « Relaciones topográficas »*, EHESS., Paris, 1964.

¹¹ Fernando COS GAYON, *Historia Jurídica del Patrimonio Real*, Enrique de Riva., Madrid, 1881, p. 8: « Desde San Fernando en Castilla, y Jaime el Conquistador en Aragón, el poder Real toma decisivo ascendiente sobre la nobleza y el clero; llega á un grado, ántes desconocido, de esplendor con los Reyes Católicos »; Francisco de CÁRDENAS, *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*, J. Noguera, á cargo de M. Martínez, 1873 ; Modesto LAFUENTE, *Historia general de España desde los tiempos primitivos hasta la muerte de Fernando VII*, Montaner y Simon., Barcelona, 1887, vol.25, p. 4, 5, 18.

¹² Voir par exemple le paragraphe d'Altamira sur la noblesse moderne. R. ALTAMIRA, *Historia de España y de la civilización española. Tomo 3...*, op. cit., p. 187sqq.

soumises au roi) devenait bien davantage une réalité des XV^e-XVII^e siècles. La dynamique de la *reconquista* depuis le Nord au cours des XIII^e-XV^e siècles qui suppose une seigneurialisation lente et progressive du sud de la péninsule, les usurpations et les *mercedes* de *realengo* octroyées par les rois de Castille à la faveur des guerres intestines du XV^e siècle, puis les ventes de seigneuries par la couronne, sous Charles Quint mais jusqu'à Philippe IV, expliquent cette « modernité » de la seigneurie. Dès 1950, le marquis de Saltillo, avait dénombré 160 nouvelles seigneuries au cours de l'époque moderne¹³. Ces aliénations « modernes » consistent surtout sous Charles V à vendre des biens ecclésiastiques et concernent directement le *realengo* par la suite. Ces ventes alimentent depuis une historiographie nombreuse qui détaille et décline le processus pour différents espaces, notamment en Castille, l'historiographie se caractérisant aujourd'hui, par rapport aux années 1960, par une beaucoup plus grande fragmentation et par une division régionale qui a permis l'accumulation de beaucoup de données, dont il est impossible de rendre compte à l'échelle d'un article, mais qui brouillent la vision d'ensemble du processus¹⁴.

Ce déplacement de la seigneurie vers l'époque moderne justifie aussi que le fait seigneurial, au-delà de la grande diversité des approches et des définitions, est d'abord perçu dans l'historiographie comme procédant de la monarchie. C'était déjà l'un des arguments des historiens du XIX^e siècle qui ne trouvaient pas au moyen âge castillan ce qui était considéré alors comme une étape cruciale du développement du « féodalisme », à savoir la « destruction du pouvoir souverain » qu'avait opéré les « invasions barbares », selon l'un des critères qu'en donnait alors Guizot¹⁵, un argument que pouvait mobiliser Francisco Martínez Marina, dès 1813, pour dénier toute pertinence au concept pour la Castille¹⁶. Un érudit de la même génération, Alberto Lista, l'un des premiers à introduire le terme « féodalisme »¹⁷ en espagnol, plaidant au contraire l'idée d'un féodalisme « acclimaté au pays, qui se serait épargné les tracas de « l'anarchie féodale » et dans lequel les seigneurs n'auraient pas eu la dureté et la cruauté des féodalismes « nordiques », entendons français et allemands. Il justifiait cette douceur par le fait qu'en Castille toute les seigneuries – à l'exception de trois, qu'il identifie – auraient procédé du roi¹⁸. Si le processus de vente des juridictions est bien identifié et accredité l'antériorité de la couronne par rapport aux seigneuries, il reste d'une part que, pour le XV^e siècle en particulier, l'histoire du développement des seigneuries est aussi ponctuée d'usurpations, de violences que la couronne vient ratifier¹⁹. En plaçant les seigneuries dans la dépendance de la couronne, l'historiographie a été conduite, parfois à son corps défendant, à reprendre la logique des juristes de la monarchie. Par ailleurs, la prééminence et l'antériorité des historiens du droit dans ces débats, outre qu'elle a favorisé la reprise des arguments des juristes, privilégie une définition très institutionnelle de la seigneurie, au détriment d'autres approches qui envisageaient le féodalisme avant tout comme un rapport de force que l'histoire

¹³ Cité par A. DOMINGUEZ ORTIZ, « La fin du régime seigneurial en Espagne »..., *op. cit.*

¹⁴ Voir, outre les références citées précédemment et dans la section sur le « poids » des seigneuries : Par exemple, pour la vieille Castille : Francisco Javier Lorenzo PINAR et José Ignacio Izquierdo MISIEGO, « Ventas jurisdiccionales en Valladolid en tiempos de los Austrias mayores », *Studia Historica: Historia Moderna*, 27, 2005 ; Francisco Javier Lorenzo PINAR et José Ignacio Izquierdo MISIEGO, « Ventas jurisdiccionales abulenses en tiempos de Felipe III y Felipe IV », *Studia Historica: Historia Moderna*, 23, 2001 ; Nicolás ÁVILA SEOANE, *El proceso de señorialización de la extremadura castellana (siglos XII a XVIII)*, Universidad Complutense de Madrid, Servicio de Publicaciones, 2006.

¹⁵ Par exemple : François GUIZOT, *Cours d'histoire moderne : leçons du cours de 1828*, Louis Haumen et Compagnie., Paris, 1835., leçon IV.

¹⁶ *Discurso sobre el origen de la Monarquía y sobre la naturaleza del Gobierno Español*, Madrid, Collado, 1813.

¹⁷ LISTA Y ARAGÓN, Alberto, *Elogio histórico del Serenísimo Señor Don José Moñino, conde de Floridablanca*, Sevilla, Imprenta Real, 1809, p. 8.

¹⁸ Real Academia de Historia (Madrid), mss. 11-8234-35, LISTA Y ARAGÓN, Alberto, *Memoriai sobre el carácter del feudalismo en España*, 1828.

¹⁹ Comme le rappelle, pour la Galice, María Jesús BAZ VICENTE, *Señorío y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX: la Casa de Alba*, Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente, 1996., p. 76.

économique et sociale, plus que l'histoire du droit, pouvait documenter. Cette prime au juridique explique que, du point de vue de l'historiographie, la seigneurie se soit comme dépouillée de ses oripeaux « féodaux », au prix d'un décrochage entre les travaux des modernistes et de ceux des médiévistes que Benjamín González Alonso déplorait déjà au début des années 1980²⁰. Tout se passe comme si la seigneurie avait été promue vers la modernité en laissant la féodalité (et le fief) derrière elle. Alors que la seigneurie s'est étendue en aval, le féodalisme est pour l'essentiel resté coincé dans le passé.

La notion choisie par les modernistes, celle de « régime seigneurial », vient directement des débats contemporains en histoire médiévale. Il ne s'agit pas ici de rendre compte des débats autour de la question « féodale » médiévale, mais de pointer certains des jalons de la discussion qui remettent en perspective les choix qu'on fait les modernistes depuis les années 1960, qui, pour une part, s'expliquent par la volonté de tenir à distance les débats des médiévistes. Plusieurs articles historiographiques de la fin du XX^e siècle aident à tirer un bilan²¹. Au milieu du siècle, et malgré son exil argentin²², les perspectives de Claudio Sánchez Albornoz constituent le point de référence du débat²³. Celui-ci, héritier de l'introduction, dès les années 1910, des travaux des historiens institutionnalistes allemands (Von Below en particulier), est le défenseur d'une définition restrictive du féodalisme, qui le ramène à la relation d'homme à homme, vassalique, autour du « fief ». Cette conception très attachée aux cérémonies et aux implications juridiques de la chose, appuyée par la traduction de Ganshof en 1963, culmina sans doute à la fin des années 1960 avec la somme d'Hilda Grassotti²⁴. C'était refuser d'étendre la signification du terme jusqu'à en faire un système d'organisation politique, social, économique qui décrirait les modalités de la domination des seigneurs. Ce type de partage entre un « féodalisme » au sens strict, et un « féodalisme » au sens plein, qui n'a rien de propre à l'Espagne, permet de corroborer des lignes de partage qui étaient, à ce stade, déjà traditionnelles. Ce choix conduisait Sánchez Albornoz à défendre l'inexistence d'un féodalisme ibérique, ou du moins à la considérer comme « immature », dans une perspective évolutionniste directement héritée des débats du XIX^e siècle²⁵ et à différencier nettement une dimension proprement féodale – le lien vassalique, le *feudo* – et une dimension seigneuriale – le « régime seigneurial ».

Cette ligne de partage s'est tôt confrontée à l'introduction de l'historiographie française, avec la publication dans les années 1960 d'un volume collectif sur le féodalisme, qui faisait une part plus grande à des conceptions plus larges du féodalisme, dans le sillage des travaux de Marc Bloch ou dans celui du marxisme contre lequel la perspective de Sánchez Albornoz était pensée, avec des contributions d'Albert Soboul, Charles Parain, Pierre Vilar qui ouvraient largement le débat à l'histoire moderne. Cette ouverture, qui s'épanouit encore davantage à partir de la fin des années 1980 et dans le contexte

²⁰ Benjamín GONZÁLEZ ALONSO, « Notas sobre las relaciones del estado en la administración señorial en la Castilla moderna », *Anuario de historia del derecho español*, 53, 1983, p. 366-395.

²¹ Julio VALDEÓN BARUQUE, « Sobre el feudalismo. Treinta años después », Institution « Fernando el Católico », 2010 ; Julio VALDEÓN BARUQUE, « El feudalismo hispánico en la historiografía reciente », *HISTORIA, INSTITUCIONES, DOCUMENTOS*, 25, 1998, p. 677-684 ; Julio VALDEÓN BARUQUE, « El feudalismo ibérico: Interpretación y métodos », Universidad Internacional Menéndez Pelayo UIMP, 1981 ; Carlos ESTEPA DíEZ, « Formación y consolidación del feudalismo en Castilla y León », in *En torno al feudalismo hispánico*, 1989, p. 157-256 ; Carlos ESTEPA DíEZ, « Notas sobre el feudalismo castellano en el marco historiográfico general », Madrid, Institution « Fernando el Católico », 2010 ; Carlos ESTEPA DíEZ, « Formación y características del feudalismo en la Extremadura castellana: a propósito de un libro reciente. », *Studia historica. Historia medieval*, 3, 1985, p. 215-228.

²² María Inés CARZOLIO, « L'histoire du Moyen Âge en Argentine : Claudio Sánchez Albornoz et ses disciples », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, 2003.

²³ Reyna PASTOR DE TOGNERI, « El problema del feudalismo hispánico en la obra de Sánchez Albornoz », in *En torno al feudalismo hispánico*, 1989, p. 9-19. ; Claudio SÁNCHEZ ALBORNOZ, *En torno a los orígenes del Feudalismo*, Universidad Nacional de Cuyo., Mendoza, 1942.

²⁴ Hilda GRASSOTTI, *Las instituciones feudo-vassalíticas de León y Castilla*, Spoleto, 1969.

²⁵ *En torno al feudalismo*, vol. 2, cité par J. VALDEÓN BARUQUE, « Sobre el feudalismo. Treinta años después »..., *op. cit.*

de la « transition démocratique », promeut une version élargie du « féodalisme », avec une série de colloques et d'ouvrages collectifs, qui en décrivent les variantes régionales et tentent de faire la synthèse avec l'héritage d'Albornoz – et de dépasser l'opposition insatisfaisante d'un sens restreint et d'un sens large du terme. Par l'entremise de Pierre Bonassié, la question du « féodalisme méditerranéen » connecte alors la péninsule (l'Aragon, la Catalogne), l'Italie et le sud de la France. Les querelles autour du mutationnisme et du « féodalisme méridional » trouvent en Catalogne l'un de leurs points de référence, la « rupture » féodale y ayant été particulièrement nette²⁶. Par le biais de Carlos Estepa, c'est aussi le concept de *dominio feudal*, supposé dépasser l'alternative régime féodal/régime seigneurial, qui est introduit, dès 1987 et, derrière lui, une lecture espagnole des travaux d'Alain Guerreau²⁷.

Si, dans la médiévisique espagnole, le terme perdure²⁸, à l'échelle de l'histoire moderne, la permanence d'un féodalisme « strict » a paru plus difficile à défendre. Encore aujourd'hui un sondage terminologique rapide dans *pares* à partir du mot « fief » (*feudo*) montre à l'évidence combien le lexique féodal a perduré en Aragon, en Catalogne²⁹ alors qu'il est, pour la Castille, quasi inexistant au long de l'époque moderne. Certes, quelques rituels, au demeurant peu étudiés, subsistent jusque tard dans le XVII^e siècle, comme la « prise de possession » des seigneuries à chaque changement de titulaire, qui semble rejouer la comédie féodale : les officiers municipaux sont dépouillés de leur pouvoir et de leurs insignes, les clés de la ville remises au seigneur et à son représentant, comme une ville conquise se livrant à nouveau, et celui-ci réinvestit les officiers qui ont désormais reconnu son autorité. L'hommage au seigneur est collectif, rendu au nom de la communauté par les autorités municipales³⁰. Il n'a rien d'une survivance archaïque et anachronique tant il correspond aux formes de fidélités d'ancien régime, mais il ne relève pas du « féodalisme » : ces seigneuries ne sont pas des fiefs et les « prises de possession » touchent des biens qui vont très au-delà de la seigneurie elle-même, et en particulier les biens du majorat dans lequel la seigneurie est intégrée. De la même manière c'est un poncif historiographique que de rappeler que les droits « féodaux » traditionnels, comme la *martiniega*, sont résiduels, au moins pour ce qui est de leur importance pour les économies seigneuriales, voire quasi inexistants dans le sud où les seigneuries sont plus récentes. Ajoutons que ce qui subsiste de « féodal » dans le régime seigneurial est ce que les vassaux tentent d'abolir prioritairement, devant les tribunaux ou en entrant directement en conflits avec leurs seigneurs, comme Guy Lemeunier l'a documenté pour Murcie³¹. Dans la Castille moderne, l'absence de « réserve » seigneuriale, l'absence de fief, l'absence de ban et d'arrière ban, l'absence de serment de vassalité rendu au roi ou au seigneur, sauf exception³², tout comme la structure des revenus des seigneurs, sur laquelle nous reviendrons, plaident pour une forme de disparition de la féodalité « vassalique », au prix d'une distinction qui paraît alors une évidence aux yeux de l'historiographie entre droits « féodaux » et droits « seigneuriaux », les seconds prenant

²⁶ Flocel SABATE, « L'apparition du féodalisme dans la péninsule Ibérique. Etat de la recherche au commencement du XXI^e siècle », *Cahiers de Civilisation Médiévale*, 49-193, 2006, p. 49-69. Voir l'article de Laure VERDON dans le dossier.

²⁷ C. ESTEPA DíEZ, « Formación y características del feudalismo en la Extremadura castellana »..., *op. cit.*

²⁸ Esteban SARASA SÁNCHEZ et Eliseo Serrano MARTÍN, *Estudios sobre señorío y feudalismo: homenaje a Julio Valdeón*, Institución « Fernando el Católico », 2010.

²⁹ Pierre VILAR, « El fin de los elementos feudales y señoriales en Cataluña en los siglos XVIII y XIX. Algunas referencias comparativas al resto de España y al Rosellón », in *La abolición del feudalismo en el mundo occidental*, Siglo XXI., Madrid, 1979, p. 78-93. Vilar mobilise l'argument de la continuité du lexique contre les historiens « qui raisonnent comme des juristes » et récuse l'usage du mot au motif qu'il a disparu.

³⁰ Voir par exemple, les prises de possession du marquisat de Gibraleón de capilla de la puebla dans les années 1620: AHN-Nobleza (Toledo), Osuna, leg. 356, exp. 18 (Capilla), leg. 402, exp. 167 (La Puebla de Alcocer) ou leg. 330, exp. 83 (Belálcazar)

³¹ Guy LEMEUNIER, « El régimen señorial en cuestión: de los enfrentamientos antiguos a la lucha por la tierra de los señoríos del Reino de Murcia (s. XVI-XVIII) », Institución « Fernando el Católico », 1993.

³² Pour les *alcaldes de fortaleza*.

largement le pas sur les premiers, distinction là encore commode, critiquée depuis le début car elle a peu à voir avec les perceptions des acteurs, mais toujours mobilisée.

Dans ces conditions, la question du « féodalisme » a vite été jugée oiseuse ou inutile par une bonne partie de ceux qui poursuivent leurs réflexions sur les seigneuries au-delà du règne des rois catholiques. Guilarte lui-même tournait un peu le débat en dérision et rappelait que toutes les seigneuries ne venaient pas d'une concession féodale, loin de là³³, tout comme, quelques années plus tard, Clavero³⁴, anticipant ou retrouvant les critiques nominalistes de la notion venue des historiens américains ou anglais, qui étaient reçues au même moment par les médiévistes (Elizabeth Brown, en particulier³⁵). Certains gardent le thème par commodité, voire provocation (Clavero, tout en disant que le débat est vain) mais la majorité des auteurs s'en tient au « régime seigneurial », seul survivant, à l'époque moderne du diptyque de Sánchez Albornoz, un terme supposé plus neutre et pensé pour mettre à distance les questions épineuses portées par le féodalisme. Le terme permet aussi d'accréditer l'idée d'une rupture « moderne » en ré-assignant la question de la « féodalité » à son statut médiéval. Antonio Domínguez Ortiz traduit bien cette attitude qui consistait majoritairement à faire le choix d'une définition restreinte (et jugée plus sérieuse) du féodalisme pour ne parler que des seigneuries³⁶. Cette prise de distance sémantique doit beaucoup à la prééminence des historiens du droit, enclins au nominalisme, qui, même lorsqu'ils sont disposés à étudier un système de domination dans son entier, répugnent à la qualifier à partir d'une notion juridique devenue anachronique. Jusqu'aux années 1980, il y a peu d'exception à ce partage : Pierre Vilar, à la fois marxiste et spécialiste de la Catalogne, où la persistance d'un régime féodal est plus défendable, est l'un des rares à revendiquer le recours au lexique féodal pour désigner les rapports de domination sur la terre et les hommes à l'époque moderne³⁷.

Le « complexe monarchico-seigneurial » et le régime seigneurial comme administration locale

Plus que la question du féodalisme, lancinante mais toujours vécue comme l'importation de modèles extérieurs et centripètes, le fil rouge des études sur les seigneuries est le rapport à « l'État » ou à la « couronne ». L'analyse initiale se coulait dans les schémas du XIX^e siècle et dans certaines péripéties historiques étudiées depuis longtemps, comme la faiblesse du pouvoir royal dans les années 1440-1470 et sa dépendance envers certains grands seigneurs et grands maîtres des ordres militaires pour triompher dans les luttes autour de la succession à la couronne. La phase suivante de raffermissement de la monarchie, incarnée par les rois catholiques, permettait de se placer dans un récit téléologique plus large, celui de la modernité, porté dès le XIX^e siècle par une partie de l'historiographie libérale, selon lequel la monarchie plus centralisée, plus rationnelle, est destinée à triompher du monde féodal présumé arriéré. Les processus de « seigneurialisation » par vagues, du XV^e-XVII^e siècles, selon un néologisme qui fut courant dans l'historiographie des années 1960-1980, furent donc d'abord analysés comme une forme de recul du domaine royal (*realengo*), grignoté au moins jusqu'au XVIII^e siècle, avant qu'une politique de réintégration de certaines seigneuries au *realengo* ne soit mise en place, avec un succès limité. Par ailleurs, il existe toute une historiographie sur les résistances à la seigneurialisation³⁸ et sur les demandes des vassaux « vendus » ou « donnés » à des seigneurs de réintégrer le domaine royal, qui alimente une

³³ A.M. GUILARTE, *El regimen señorial en el siglo XVI...*, *op. cit.*, p. 30-31.

³⁴ B. CLAVERO, *El mayorazgo. Propiedad feudal en Castilla 1369-1836...*, *op. cit.*

³⁵ Clavero la cite dans les années 1980.

³⁶ A. DOMÍNGUEZ ORTIZ, « La fin du régime seigneurial en Espagne »..., *op. cit.* « la féodalité n'a jamais existé en Castille, au sens rigoureux du terme, et que l'on peut même contester son existence dans la couronne d'Aragon »

³⁷ P. VILAR, « El fin de los elementos feudales y señoriales en Cataluña en los siglos XVIII y XIX. Algunas referencias comparativas al resto de España y al Rosellón »..., *op. cit.*

³⁸ M.J. BAZ VICENTE, *Señorío y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX...*, *op. cit.*, cap. III.

conception selon laquelle le statut de vassal seigneurial était peu enviable, au moins au XVII^e siècle, par rapport à celui des sujets du roi vivant dans le *realengo*.

Cette logique ancienne de confrontation entre seigneurie et monarchie a perduré jusqu'à aujourd'hui dans l'historiographie mais s'est aussi considérablement complexifiée. Dès les années 1960, en partant de l'idée que les seigneuries procèdent de la monarchie, la complémentarité, l'alliance entre régime seigneurial et monarchie a constitué l'un des lieux communs de l'historiographie. Ce travail s'appuie sur une définition principalement juridictionnelle de la seigneurie, fondée sur le partage anachronique entre public et privé, comme « subrogation des fonctions juridictionnelles de la couronne » ou comme « ensemble de prérogatives de droit public que la couronne transfère pour qu'ils soient exercés en vertu d'un droit propre sur ceux qui sont installés dans un noyau de population défini », deux définitions que l'on trouve chez Guilarte³⁹ ou encore comme « privatisation »⁴⁰ des fonctions juridictionnelles chez I. Atienza, délégations qui, en aucune manière n'affaiblissent la souveraineté royale ou ne la partagent. On notera à quel point ce type de définition reste dépendant des formulations données par les juristes et les historiens d'ancien régime, qu'ils soient directement cités – Guilarte, Atienza, par exemple, s'appuient sur Castillo de Bobadilla – ou qu'ils travaillent l'historiographie de l'intérieur, depuis longtemps. Du Cange ou Loyseau, dont la définition des seigneuries était comparable, étant présents dans l'historiographie espagnole depuis le XIX^e siècle.⁴¹

Il faut mentionner ici une caractéristique des seigneuries castillanes qui soutient cette homologie supposée avec l'administration royale et rend délicate sa comparaison avec d'autres cas. Dans le royaume de France, par exemple, et malgré là encore la très grande diversité des situations, les petites seigneuries sont le plus souvent enchâssées dans les grandes et tenues en fief. Un duché est l'agglomération d'un grand nombre de seigneuries de second ou troisième rang, hiérarchisées entre elles, formant parfois un espace très morcelé, de sorte qu'il est n'est pas pertinent de mesurer la taille ou la population dudit duché. En Castille, à l'époque moderne, cette verticalité n'existe pas : aucun seigneur n'est le vassal d'un autre, il n'y a pas de seigneurie médiante, comme on dit dans l'Empire, aucune seigneurie ne comprend de sous-seigneuries, les seigneurs n'ont pas de ban ou d'arrière banc constitués de seigneurs de moindre envergure. Il existe quelques exceptions à ce principe, rares, localisées, dans le cas desquelles une juridiction limitée, excluant les peines les plus graves a pu être confiée par le roi à des seigneurs dont la prérogative s'exerçait au sein d'une seigneurie de plus grande taille, en particulier dans le royaume de Valence, dans les terres des ducs de Gandie, marquis de Denía⁴². Dans la majorité des cas cependant, l'espace politique n'est pas un millefeuille de fiefs enchaînés les uns dans les autres. Les seigneuries sont dégagées de toute forme de lien vassalique et se déploient dans l'espace, côte à côte, de sorte qu'on peut de ce fait les cartographier car elles se situent toutes à un même niveau et constituent, parce qu'on les appréhende à partir du critère juridictionnel, des espaces relativement homogènes. Si, à tout prendre, la superficie du territoire placé en dernier ressort sous la juridiction d'un duc de Bourbon est d'un gabarit comparable à celle d'un grand d'Espagne, au moment de comparer ces « seigneuries », ledit duché disparaît dans la grande fragmentation des seigneuries de second rang, là où il forme un tout côté castillan.

En revanche, en Castille, ces grandes seigneuries peuvent connaître des subdivisions en villes/cités qui, si elles ont le même seigneur, exercent chacun la justice sur un territoire donné, en son nom. Dans une même seigneurie, plusieurs *villas* peuvent coexister. Un même seigneur peut avoir aggloméré plusieurs titres dans un même majorat, en fusionnant des espaces seigneuriaux différents et

³⁹ A.M. GUILARTE, *El regimen señorial en el siglo XVI...*, op. cit., p. 28

⁴⁰ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit., p. 40

⁴¹ Renvoi à l'article d'Elie

⁴² Antonio Gil OLCINA, « La propiedad de la tierra en los señoríos de jurisdicción alfonsina », 1, 1983, p. 7-24., p. 19

peut par ailleurs se retrouver seigneur de seigneuries distinctes, parfois territorialement contigües, qui chacune, peuvent contenir plusieurs villes exerçant leur juridiction sur plusieurs lieux-dits, villages (*aldeas*). On peut prendre l'exemple d'une partie des seigneuries aux mains de la branche aînée des Zúñiga au XVII^e siècle, ducs de Béjar, qui leur est venu à la mi XVI^e siècle par le fruit d'un mariage fructueux avec un lignage de moindre envergure, les Sotomayor. Ceux-ci sont comtes de Belalcázar et Vicomte de la Puebla de Alcocer, entre autres choses. Les deux premiers titres forment en réalité un ensemble seigneurial composé d'un comté et d'une vicomté mais rassemblant surtout le finage de plusieurs villes passés du *realengo* au *señorío* au XV^e siècle, d'abord entre les mains de la noblesse de la ville royale de Cordoue, puis sous l'autorité d'un grand seigneur au service du roi⁴³. Sont concernées Belalcázar, Hinojosa del Duque pour le comté et La Puebla et Herrera del Duque pour le vicomté, mais aussi des localités plus petites, comme Villarta de los Montes ou Helechosa de los Montes, Fuente La Lancha, qui rappellent dans les *Relaciones topográficas* (1566) qu'elles sont des villas, qu'elles ont donc leur propre juridiction mais qu'elles sont « du duc de Béjar » car elles appartiennent « à la vicomté de la Puebla »⁴⁴. La géographie de ces juridictions est changeante d'autant que c'est l'un des attributs du seigneur que de créer de nouvelles villes dans ces seigneuries, en émancipant une *aldea* de la tutelle de la ville dont il dépendait pour lui donner ses propres institutions, qui restaient pour autant dans les mains du seigneur. À l'échelle du comté de Belalcázar, Villanueva del Marques (del Duque, après 1680), une petite bourgade qui grandit au début de l'époque moderne à la faveur de l'exploitation minière, intense dans cette région, obtient dès 1526 d'être une *villa* aux yeux de son seigneur sans s'émanciper pleinement de la justice d'Hinojosa. En 1630, et après des décennies de relations houleuses avec la ville voisine, acheter à l'*hacienda real* le privilège de *villazgo* qui lui confère une autonomie non plus seulement politique mais aussi juridictionnelle au sein de la seigneurie⁴⁵, ce privilège restant, même dans les espaces de *señorío*, une prérogative royale que les communautés payent cher, 22 000 ducats pour Arahal, mi-XVI^e siècle, dans les états du duc d'Osuna⁴⁶. Ces émancipations, leur degré, leur nombre, leurs modalités, leurs rythmes sont mal connus et rappellent que le feuilletage juridictionnel et administratif du territoire est d'une tout autre nature que ce qu'on observe pour le cas français. Ces municipes exercent ce pouvoir en vertu d'un régime ou d'un autre : le *realengo* ou le *señorío*, qui désignent l'autorité à laquelle les municipes et leur territoire sont soumises et ne sont pas des artefacts d'historiens mais des manières *emic* de catégoriser le territoire que l'on retrouve, par exemple, dans les enquêtes menées pour le compte de la monarchie au long de l'époque moderne (« *esta villa es de realengo* », « *es del conde de ...*») et dans la cartographie produite par la suite. Dans les territoires de *realengo*, il s'agit de l'autorité royale, ce qui suppose, le plus souvent, une plus grande autonomie politique – l'élection des échevins notamment – le fait que la justice de la ville soit rendue au nom du roi, que la fiscalité alimente en théorie les caisses de la monarchie et que le roi soit représenté, du moins

⁴³ Emilio CABRERA, « El condado de Belalcázar (1444-1518). Aportación al estudio del régimen señorial en la Edad Media », 1977 ; Emilio CABRERA MUÑOZ, « Córdoba y los orígenes del condado de Belalcázar », *Boletín de la Real Academia de Córdoba de Ciencias, Bellas Letras y Nobles Artes*, 45-96, 1976, p. 85-94 ; Marie-Claude GERBET, *La noblesse dans le royaume de Castille, étude sur les structures sociales en estrémadure de 1454 à 1516*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979 ; Emilio CABRERA MUÑOZ et Ricardo CÓRDOBA DE LA LLAVE, « Una mesta local en tierras de señorío: el ejemplo de Belalcázar e Hinojosa », *Boletín de la Real Academia de Córdoba de Ciencias, Bellas Letras y Nobles Artes*, 55-106, 1984, p. 325-336 ; Amador RUIBAL RODRÍGUEZ, « Una muestra de las dificultades de consolidación de un señorío nacido en el siglo XV: las construcciones militares de la Puebla », in Esteban SARASA SÁNCHEZ et Eliseo SERRANO MARTÍN (éd.), *Señorío y feudalismo en la península ibérica (siglos XII-XIX)*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico », 1993, vol. IV/III, p. 411-422.

⁴⁴ Real Monasterio del Escorial, Relaciones topográficas, ms.J-I-13. Nous remercions Luis Arias qui nous en a envoyé une retranscription.

⁴⁵ AHN-Nobleza (Toledo), Osuna, leg. 338, exp. 62.

⁴⁶ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit.

dans les cités les plus importantes, par l'entremise d'un *corregidor*. Dans les territoires de *señorío*, l'autonomie politique est sans doute moindre car le seigneur, le plus souvent, nomme tout ou partie des officiers mais le principe reste le même : la justice de la ville est rendue par un *alcalde* ou, éventuellement, par un *corregidor* seigneurial, la fiscalité alimente les revenus du seigneur. La signification du terme « vassaux » dans l'Espagne moderne est de ce point de vue tout à fait caractéristique : le terme, coupé du sens que lui donne habituellement la rhétorique féodo-vassalique, désigne les sujets d'un seigneur, qui, comme tels, sont soumis à un certain nombre d'obligations, notamment fiscales. Il n'implique pas en soi un hommage personnel ou une prestation de service personnel.

Cette horizontalité ou cette platitude du système seigneurial castillan a depuis longtemps nourri l'idée d'une continuité entre *seigneurie* et *realengo*, les présentant comme des formes d'organisation du territoire contigües. Le seigneur applique le droit du roi, dont les tribunaux peuvent juger en appel les litiges entre les seigneurs et leurs vassaux ou les affaires jugées dans les tribunaux seigneuriaux. Il semble par ailleurs que l'administration seigneuriale se calque sur l'administration royale, tant sur le plan de la justice que sur le plan du contrôle des officiers seigneuriaux, soumis, par exemple, au jugement de résidence, comme les officiers royaux, un processus bien étudié pour les états du duc de l'Infantado⁴⁷ ou pour la maison d'Osuna, où il est attesté entre mi XVI^e siècle et le XVIII^e siècle. Dans certains cas, l'administration seigneuriale, en tout cas au XVIII^e siècle, n'a été qu'une étape dans des carrières se terminant dans l'administration royale⁴⁸. Cette continuité a conduit l'historiographie à défendre le régime seigneurial comme étant l'une des composantes de l'administration de la monarchie, comme une forme d'« administration locale »⁴⁹, quitte à retrouver les accents des juristes royaux de l'époque moderne, au premier rang desquels Castillo de Bobadilla (1592), qui tendait à penser les seigneurs comme des *corregidores* du roi, même si les seigneurs défendent d'abord leur intérêt. Dès 1972, José Antonio Maravall reformulait cette continuité en évoquant un « complexe monarchico-seigneurial »⁵⁰, une ligne de travail dans laquelle l'historiographie se situe encore volontiers, quitte à la rénover théoriquement, comme l'a récemment fait Adolfo Carrasco⁵¹. Cette continuité entre *señorío* et *realengo* a été aussi pensée sous d'autres angles, la fiscalité puis le crédit, surtout dans les années 1980 et le patronage, à compter des années 1990, de sorte que le compagnonnage entre monarchie et seigneurie a traversé les évolutions de l'historiographie jusqu'à aujourd'hui.

Reféodalisation, féodalisme tardif, fictionnalisation de l'état

Les années 1980 constituent une sorte de test pour ce modèle continuiste né dans les années 1960-1970, qui a d'abord été construit à partir de la justice et de l'administration : la reféodalisation, le

⁴⁷ David GARCÍA HERNÁN, *El gobierno señorial en Castilla: La presión y concesión nobiliaria en sus documentos (siglos xvi-xviii)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010 ; David GARCÍA HERNÁN, « Señores y gobernadores: La capacidad normativa de la aristocracia para el gobierno de sus estados (siglos XVI y XVII) », Polifemo, 2009 ; Adolfo CARRASCO MARTÍNEZ, *Control y responsabilidad en la administración señorial: los juicios de residencia en las tierras de[l] Infantado (1650-1788)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1991. ; J. M. USÚNARIZ GARAYOA, « Señores y municipios: el juicio de residencia señorial en Navarra y el control del poder local », Anuario de historia del derecho español, 68, 1998, p. 491-522.

⁴⁸ María del Carmen IRLÉS VICENTE, « De "criados" de un señor a servidores del rey: el "difícil" paso de la administración señorial a la realenga en la España del siglo XVIII », *Revista de Historia Moderna: Anales de la Universidad de Alicante*, 24, 2006, p. 305-332 ; I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit. ; Christian WINDLER, « Aristocracia y modernización administrativa. La casa ducal de Medinaceli en la Andalucía del siglo XVIII ». In *Actas del II Congreso de Historia de Andalucía, Córdoba*, p. 655-661.

⁴⁹ S. de MOXÓ, « Los señoríos. En torno a una problemática para el estudio del régimen señorial »..., op. cit.

⁵⁰ José Antonio MARAVALL, *Estado moderno y mentalidad social: (siglos XV a XVII)*, Revista de Occidente, 1972.

⁵¹ Adolfo CARRASCO MARTÍNEZ, « El dispositivo del poder nobiliario-señorial en la Monarquía de los Austrias », *e-Spania. Revue interdisciplinaire d'études hispaniques médiévales et modernes*, 34, 9 octobre 2019.

féodalisme tardif et la fictionnalisation de l'État sont trois postures historiographiques qui s'attachent à démentir et déconstruire la téléologie et la linéarité de l'émergence de « l'État moderne » en mobilisant la question de la seigneurie et qui pouvaient contribuer à miner cette solidarité entre les seigneurs et l'appareil monarchique. C'est aussi le moment où les études sur les seigneuries modernes renouent avec les questions économiques et sociales, avec la problématique de la domination seigneuriale.

La question de la reféodalisation remonte à la redécouverte dans les années 1960 des créations de seigneuries à l'époque moderne, en miroir de la situation française⁵². La notion, ancrée à l'origine dans la rivalité « État » / « seigneurie », faisait de la multiplication des seigneuries, notamment fin XVI^e et début XVII^e siècle – le terme n'est pas mobilisé pour la fin XVIII^e siècle, contrairement au cas français – un démenti au triomphalisme de l'émergence d'un « État » alors volontiers décrit comme « absolu » et poussait à la comparaison avec d'autres espaces, notamment l'Europe orientale, où le terme décrivait un retour brutal à des formes de dépendances proches du servage. Dans l'historiographie espagnole, l'accueil de cette proposition a été mesuré. Les plus enclins à accepter la formule, comme Lorenzo Cadarso⁵³, ou à un moindre degré, Ignacio Atienza⁵⁴, retrouvent les positions des plus critiques, comme Bartolomé Yun ou Domínguez Ortiz⁵⁵ selon laquelle on ne saurait en aucun cas parler de « réaction seigneuriale » au détriment de la monarchie. La majorité des historiens, repartant du modèle continuiste préfèrent penser la reféodalisation comme une offensive politique, une poussée des seigneurs au sein de la monarchie, qui les conduit à occuper tous les espaces du pouvoir, très au-delà de leur seigneurie, une position, qui, fidèlement à la ligne initiée par Maravall, conduit à célébrer leur complémentarité davantage que leur rivalité avec la monarchie. La critique la plus radicale du modèle continuiste émerge cependant à ce moment mais ne se formule pas dans les termes de la reféodalisation. Elle vient de l'intérieur de l'histoire du droit, en la personne de Bartolomé Clavero et tend plutôt à pousser la logique de la substitution de la monarchie par les seigneuries à son terme, jusqu'à son renversement, en dénonçant l'État comme une fiction⁵⁶. Il n'y a pas lieu de rendre compte de l'ensemble de ce débat qui, sous la plume de Clavero, vise très au-delà du monde académique espagnol⁵⁷ mais qui se polarise autour de la pensée de Maravall et à moindre degré sur celle de Francisco Tomas y Valiente⁵⁸. La position de Clavero, très nominaliste, consiste à nier toute pertinence au concept d'État moderne et l'effet de cette position historiographique est de mettre un peu plus les seigneuries sur le devant de la scène puisqu'elle aboutit à décrire le monde jusqu'au XIX^e siècle comme un monde tout entier « seigneurial ».

Si la reféodalisation ne s'impose pas, c'est aussi parce que la dimension économique/financière de la domination, qui commence à être explorée depuis la fin des années 1970, tend à confirmer le

⁵² . Noël Salomon parlait déjà de « néo-féodalisation » en 1964.N. SALOMON, *La campagne de Nouvelle Castille à la fin du XVI^e siècle d'après les « Relaciones topográficas »...*, *op. cit.*

⁵³ Pedro Luis Lorenzo CADARSO, « Luchas políticas y refeudalización en Logroño en los siglos xvi y xvii », *Historia Social*, 5, 1989, p. 3-23.

⁵⁴ Ignacio ATIENZA, « Refeudalización en Castilla durante el siglo XVII ¿un tópico? », *Anuario de Historia del Derecho Español*, 56, 1986, p. 889-920.

⁵⁵ Bartolomé YUN CASALILLA, « La aristocracia castellana en el seiscientos. ¿Crisis, refeudalización u ofensiva política? », *Revista internacional de sociología*, 1, 1987, p. 77-104 ; Antonio DOMÍNGUEZ ORTÍZ, « Algunas consideraciones sobre la refeudalización del siglo XVII », in María del Carmen IGLESIAS CANO, Carlos Vicente MOYA VALGAÑÓN et Luis Rodríguez ZUÑIGA (éd.), *Homenaje a José Antonio Maravall, vol. I*, CIS-Fundación Banco Exterior: Instituto de cooperación Iberoamericana., Madrid, 1985, p. 499-507.

⁵⁶ Bartolomé CLAVERO SALVADOR, « Hispanus fiscus, Persona ficta.: Concepción del sujeto político en el jus commune moderno », *Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno*, 11-1, 1982, p. 95-167 ; Bartolomé CLAVERO SALVADOR, « Institución política y derecho: Acerca del concepto historiográfico de "Estado moderno" », *Revista de estudios políticos*, 19, 1981, p. 43-58.

⁵⁷ Strayer, Brunner, Mousnier en particulier.

⁵⁸ L'une des réponses les plus structurée au défi de Clavero est celle de l'un de ses élèves.B. GONZALEZ ALONSO, « Notas sobre las relaciones del estado en la administración señorial en la Castilla moderna »..., *op. cit.*

modèle continuiste en dégagant une caractéristique assez notable des seigneuries de Castille à l'époque moderne, qui est de s'appuyer avant tout, sur le plan de leurs revenus, sur une captation de la fiscalité royale et ecclésiastique et d'être en somme des seigneuries censitaires plus que domaniales, pour reprendre une distinction discutée dans le cas allemand⁵⁹. La marginalisation des droits dits « féodaux » (corvées, droits sur la terre, etc.) au profit des droits dits « seigneuriaux » (la justice, en particulier, certains monopoles, des droits de passage ou mutation) qui serait propre à l'époque moderne, du moins en Castille, ne prend en effet tout son sens que si l'on agrège à ses derniers la captation des rentes fiscales de la monarchie par les seigneurs, surtout après 1545⁶⁰. Les *alcabalas* ou les *tercias* - taxes sur les transactions - sont le plus souvent aliénées en faveur du seigneur au moment où celui-ci prend possession d'un territoire ayant appartenu à la couronne. De la même manière, nombre de grands seigneurs lèvent la dîme – ou une portion de celle-ci – dans leurs états, qui, dans certains cas, comme Osuna, en viennent à constituer leur source plus importante de revenus⁶¹. *Stricto sensu*, cette fiscalité n'est pas seigneuriale, mais elle est très communément - et systématiquement dans certains espaces - associée à l'exercice de la juridiction⁶². Si la seigneurie est bien un territoire dans lequel le contrôle de la juridiction se traduit aussi par une ponction de la richesse locale, les *alcabalas* peuvent légitimement être ajoutés aux revenus des seigneurs et considérés comme un élément structurant des seigneuries modernes.

De ce fait, la nature fiscale des revenus des seigneurs, comparables aux revenus du roi, constitue un argument continuiste de plus. Par ailleurs, elle permet de penser différemment le rapport à la terre et à son exploitation : si les revenus des seigneurs viennent en partie de taxes sur la circulation et les transactions d'un certain nombre de produit de la terre, c'est moins le contrôle effectif de celle-ci qui compte que la mise au travail des vassaux sur des terres qui peuvent – ou non – leur appartenir. L'enjeu est donc moins la propriété de la terre que le contrôle du territoire, i.e. la capacité d'y attacher et d'y maintenir les hommes et d'y susciter l'activité économique par le jeu des franchises, des foires ou des contraintes imposées à leurs déplacements. Les très nombreuses ordonnances seigneuriales, assez peu exploitées par les historiens, et surtout dans une perspective d'histoire de l'administration⁶³, dressent le portrait de cette forme de contrôle qui dépend peu de l'exercice de la propriété mais contraint fortement la circulation et l'activité économique. Ce caractère de ponction de l'activité économique fait aussi du nombre de vassaux un critère plus pertinent que l'espace contrôlé pour mesurer la valeur des seigneuries. À l'heure d'estimer la valeur d'une seigneurie, c'est une estimation du nombre des habitants et non une superficie qui est souvent retenue par la couronne : c'est le choix opéré sous Philippe IV en 1626, quand la couronne décide par avance de vendre des seigneuries pour un prix de 40 000 vassaux⁶⁴. La mise à jour de la structure des revenus des seigneurs dans ces mêmes années confirme ces intuitions : *alcabalas* et *tercias* constituent jusqu'à 83% des revenus des ducs de Medina de Rioseco, mi XVIII^e siècle, 74%

⁵⁹ Voir l'article de Rachel RENAULT dans ce dossier

⁶⁰ Bartolomé YUN CASALILLA, « Aristocracia, corona y oligarquías urbanas en Castilla ante l problema fiscal. 1450-1600. una reflexión a largo plazo. », *Hacienda Pública Española. 2a época. Homenaje a D. Felipe Ruiz Marañón*, 1, 1991, p. 25-41.

⁶¹ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit., p. 71

⁶² José María ÁLCALDE JÍMEZ, *El poder del señorío: Señorío y poderes locales en Soria entre el Antiguo Régimen y el Liberalismo*, Junta de Castilla y León., Valladolid, 1997.

⁶³ Antonio Manuel González DÍAZ, « Ordenanzas del marquesado de Ayamonte, año 1702. Ordenación del territorio y regulación de los recursos », *Huelva en su historia*, 12, 2005, p. 257 ; María del Mar FELICES DE LA FUENTE et Javier QUINTEROS CORTÉS, « Ordenanzas señoriales en el siglo XVI: ruptura y conflicto. El caso del Marquesado de los Vélez », Instituto de Estudios Almerienses, 2007 ; David GARCÍA HERNÁN, « La justicia señorial en el siglo XVI: las audiencias de los estados de Béjar y de Arcos a través de sus ordenanzas », Sociedad V Centenario del Tratado de Tordesillas, 1989. Ce dernier a repris globalement la question de l'administration seigneuriale. D. GARCÍA HERNÁN, *El gobierno señorial en Castilla: La presión y concesión nobiliaria en sus documentos (siglos xvi-xviii)...*, op. cit.

⁶⁴ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit.

dès 1566 dans la *villa* de Mayorga del campo, contre 11% tirés des droits seigneuriaux et 15% de l'exploitation de la terre⁶⁵. Encore faut-il grandement nuancer ce type de chiffres. D'une part, ils concernent surtout les grands seigneurs, titrés, là où les seigneuries de plus petites tailles, achetées par les élites nouvelles pendant l'époque moderne, tirent davantage leurs revenus des propriétés que le nouveau seigneur possède souvent déjà dans la ville qu'il achète. D'autre part, nous y reviendrons, les formes d'exploitation de la terre sont trop variées pour que le diptyque recettes fiscales/revenus de propriétaire terrien soit toujours opérant, en particulier dans des cas où le seigneur tire ses rentes d'une cession à très long terme de la terre, comme dans le cas des emphythésoses valenciennes ou des foros galiciens.

Dans ce contexte d'exploration de l'assise foncière des seigneuries, la « reféodalisation » pointait vers une augmentation de la pression des seigneurs sur leurs vassaux, en particulier fin XVI^e siècle. La question de la « crise financière » de l'aristocratie à la fin du XVI^e siècle, venue de l'historiographie anglaise et de Lawrence Stone, qui nourrissait alors l'historiographie européenne et les travaux sur l'aristocratie castillane et qui constitue la toile de fond du débat sur la reféodalisation, invitait en effet à penser l'augmentation de la pression fiscale comme une réponse logique à la crise⁶⁶. Dans le cas espagnol, malgré des tentatives, dans les années 1560-1570, de hausse de l'*encabezamiento* des taxes (le montant de l'impôt affermé), la réponse à ce défi financier est d'abord passée par le recours à la monarchie et par une nouvelle facette – le crédit – de sa solidarité avec les grands seigneurs. C'est le troisième axe du continuisme entre seigneurie et monarchie, après l'administration et la fiscalité. L'endettement des seigneurs et le financement de la monarchie sont étroitement associés aux manipulations des majorats, soumises à l'autorisation du roi et juridiquement placés à l'abri des créanciers. D'un côté, les seigneurs, structurellement endettés sur leurs biens libres obtiennent l'autorisation de garantir des *censos*, i.e des formes d'emprunt, sur les revenus de leurs majorats, pourtant en théorie inaliénables, pour lever des fonds, le plus souvent auprès de leurs vassaux qui deviennent leurs créanciers, ou auprès des banquiers. D'un autre côté, la monarchie considère ces licences de s'endetter et le droit qu'elle octroie de manipuler les taux d'intérêts comme la rétribution et la condition d'un certain nombre de services rendus au roi, en particulier pour financer la politique de défense – des tours face aux barbaresques en Andalousie, par exemple. Monarchie et seigneuries sont solidaires pour se financer l'une et l'autre en levant de l'argent sur leurs sujets. Ce système, qui se met en place dès les années 1540-1560, devient difficilement tenable économiquement une génération plus tard, quand les revenus des majorats sont entièrement grevés par le remboursement de la dette. Mais la politique monarchique à ce moment crucial reste étroitement dépendante du *señorío*. Les agents du roi entreprennent une politique d'assainissement des comptes des seigneuries, quitte à les placer sous administration royale et, en dernier recours, la monarchie finit toujours par soutenir les seigneurs, dont elle dépend, contre leurs créanciers.

Si la reféodalisation ne l'emporte pas sur cette solidarité des puissants, l'acception sociale, voire marxiste du féodalisme renaît malgré tout timidement dans les années 1980, à la faveur de ces développements sur le pouvoir économique des seigneurs, en lien avec le nouveau contexte politique du pays. Le meilleur exemple est sans doute celui d'Ignacio Atienza, qui montre moins de réticences que la génération de Guilarte et qui entend prendre à bras le corps les dimensions économiques et

⁶⁵ Bartolomé YUN CASALILLA, « Notas sobre el régimen señorial en Valladolid y el estado señorial de Medina de Rioseco en el siglo XVIII », *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, 3, 1982, p. 143-176 ; Bartolomé YUN CASALILLA, « Aristocracia, señorío y crecimiento económico en Castilla: algunas reflexiones a partir de los Pimentel y los Enríquez (siglos XVI y XVII). », *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History*, 3-3, décembre 1985, p. 443-471.

⁶⁶ Charles JAGO, « La "crisis de la Aristocracia" en la Castilla del siglo XVII », in John Hustable ELIOTT (éd.), *Poder y sociedad en la España de las Austrias*, Crítica., Barcelona, 1982, p.

foncières de la seigneurie mais ne reprend la terminologie « féodale » qu'avec précaution, en évoquant certes un « féodalisme tardif » ou un « système de production féodal »⁶⁷, mais en préférant mobiliser Foucault et les « relations de domination », et en revenant au marxisme par le biais de Gramsci, en analysant la noblesse comme « groupe hégémonique » ou en étudiant la domination « culturelle » via le patronage⁶⁸. Les débats venus de l'historiographie anglaise sur la crise économique du XVII^e siècle, en particulier autour de Brenner⁶⁹, sont pleinement intégrés à l'historiographie espagnole au cours des années 1980⁷⁰ et favorisent un retour en grâce du lexique féodal le plus *etic*. Chez Bartolomé Yun, et d'une manière très différente chez Clavero, le « féodalisme » est une notion très englobante, commode, qui n'est pas l'enjeu du travail mais indique que l'on tente de penser, selon la formule traditionnelle la « transition » vers le « capitalisme ». Ce contexte réintroduit une vieille question en rapport avec la gestion des seigneuries : celle des « mentalités » féodales dans leur rapport à l'économie et l'exploitation de la terre. C'est un motif marxiste, qui a été adapté au cas espagnol – par Braudel en particulier⁷¹ – que celui de la « trahison de la bourgeoisie ». Là où dans le modèle allemand, la formule désignait le décrochage entre une « modernité économique », à savoir l'émergence du capitalisme, et une forme d'archaïsme politique (l'autoritarisme), elle a désigné dans le cas espagnol (et italien, et français) le refus de s'engager dans la modernité économique au nom de mentalités et d'idéaux « féodaux » jugés rétifs à la rationalité économique et au nom d'une préférence pour la terre. En Castille, le modèle rentier aristocratique aurait détourné la bourgeoisie urbaine de sa mission historique et, à un autre degré, elle expliquerait l'irrationalité de la gestion économique des seigneurs. Les années 1980 reformulent le jugement braudélien⁷² en renversant la perspective, par deux voies, qui pointent dans la même direction tout en adoptant des perspectives et des méthodologies opposées, voire contradictoires. Chez Clavero, au début des années 1990, les réflexions sur la radicale altérité de l'ancien régime entamées à propos de « l'État » fictionnel dans la décennie précédente sont poursuivies et les mentalités « féodales » - l'adjectif revient en faveur à cette occasion - se rebiffent au nom de l'économie du don et de la résistance à l'impérialisme rétrospectif d'une rationalité économique qui se cherche des antécédents⁷³. Chez Bartolomé Yun, les exigences de « bonne gestion » seigneuriale sont aussi dénoncées comme une forme d'anachronisme qui hypostasie la sphère économique là où elle n'est, pour les seigneurs, qu'une composante d'un système de contrôle de la terre et des hommes, un moyen et non une finalité⁷⁴. Dès lors qu'on prend en compte les objectifs de la seigneurie – le pouvoir, pas l'enrichissement -, l'irrationalité de sa gestion n'a plus lieu d'être, les dépenses dites « somptuaires » sont des investissements politiques et la « crise » de l'aristocratie passe pour une erreur de perspective.

⁶⁷ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, op. cit., p. 3, 35

⁶⁸ Ignacio ATIENZA HERNÁNDEZ, « El señor avisado: programas paternalistas y control social en la Castilla del siglo XVII », *Manuscrits: Revista d'història moderna*, 9, 1991, p. 155-204.

⁶⁹ Voir l'article de Blaise DUFAL

⁷⁰ Voir en particulier T.H. ASTON et C.H.E. PHILPIN (éd.), *El Debate Brenner: Estructura de Clases Agraria y Desarrollo Económico en la Europa Preindustrial*, Crítica., Madrid, 1988 ; Angel CASALS MARTÍNEZ, « La crisis del siglo XVII: ¿de imprescindible a inexistente? », *Vínculos de Historia*, 2, 2013, p. 51-65 ; Ernest BELENGUER CEBRIÀ, « La crisis económica de Europa en el siglo XVII. Algunas precisiones en torno a su disparidad bibliográfica », *Mayurqa: revista del Departament de Ciències Històriques i Teoria de les Arts*, 19, 1979, p. 147-171.

⁷¹ Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Tome II*, Armand Colin., Paris, 1982. p. 62

⁷² Un point de basculement, la thèse de Antonio MORALES MOYA : *Poder político, economía e ideología en el siglo XVIII español: la posición de la nobleza*, Universidad Complutense, Madrid, 1983.

⁷³ Bartolomé CLAVERO, *La grâce du don, anthropologie catholique de l'économie moderne*, Paris, Albin Michel, 1996.

⁷⁴ Bartolomé YUN CASALILLA, « Consideraciones para el estudio de la renta y las economías señoriales en el reino de Castilla », in Esteban SARASA SÁNCHEZ et Eliseo SERRANO MARTÍN (éd.), *Señorio y feudalismo en la península ibérica (siglos XII-XIX)*, Zaragoza, Institución « Fernando el Católico », 1993, vol. IV/II, p. 11-45.

Un espace seigneurialisé : le « poids » écrasant des seigneuries castillanes ?

Ces développements historiographiques, des années 1980 aux années 1990, ont bénéficié d'une forme d'explosion de l'historiographie, en termes de nombre de publications, qui a fait bouger les problématiques sur le poids et les formes de la domination seigneuriale. La question du poids des seigneuries remonte au début du XIX^e siècles et aux estimations données dans le contexte des débats des Cortés de Cadíz, repris jusqu'aux années 1980, qui aboutissaient, pour la fin du XVIII^e siècle, à une estimation de 35% du territoire relevant du *realengo*, 47% de seigneurs laïcs et 18% relevant de seigneuries ecclésiastiques⁷⁵. Cette pesée globale constitue alors une donnée pour penser l'histoire nationale et la trajectoire de l'Espagne depuis le XIX^e siècle, quitte, comme le rappelait Gonzalo Anes, à produire des estimations grossièrement exagérées du poids des puissants sur sol, à la faveur de la confusion entre seigneurie *solariega* et propriété. Au début de l'époque moderne, la pesée est beaucoup plus difficile à mener. A. D. Ortiz, parlait dès les années 1960 d'environ 50% du territoire (estimation donnée « faute de statistiques ») aux mains des seigneurs au début de l'époque moderne, et sans doute un peu moins pour la population, les plus grandes villes appartenant au *realengo*⁷⁶. Si ces chiffres alimentent l'idée d'un poids jugé écrasant de la seigneurie, sa comparaison avec d'autres cas – la France, l'Angleterre⁷⁷ ou le royaume de Naples, où la proportion du territoire sous domination seigneuriale avoisine les 80%⁷⁸ – tendrait plutôt à relativiser ces jugements.

Au cours des années 1980, l'historiographie a multiplié les monographies régionales sur le « régime seigneurial » et les études de cas sur des maisons ou des lignages⁷⁹, qui pondèrent ces pesées globales, l'historiographie suivant ici l'évolution de l'administration du pays à la sortie du franquisme vers une plus grande autonomie régionale. Ces travaux, dégagées de la nécessité d'une pesée globale qui ne peut se faire qu'à partir d'un critère commun, ont aussi permis de penser la variété des formes de la domination. Ils ont permis de documenter et de cartographier plus précisément et plus localement la poussée moderne du *señorío*, au-delà d'un constat très général – son essor aux XVI^e et XVII^e siècles, sa stabilisation, voire son reflux au XVIII^e siècle –. Ainsi, le rythme de la vente des seigneuries a pu être analysé pour le royaume de Grenade, appartenant au *realengo* dans les années 1480, alors que sa « conquête » s'achève, qui se seigneurialise par étape, sous les rois catholiques, au début du règne de Philippe II, puis sous Philippe III et IV⁸⁰ ou en Navarre, où le rythme est tout à fait différent puisqu'après l'intégration du royaume au patrimoine des rois catholiques en 1512, il faut attendre les années 1630 pour assister à une vente significative de seigneuries⁸¹. Dans ces tentatives d'estimation du poids des seigneuries, l'historiographie manipule trois critères qui permettent de penser le rapport du *realengo* au

⁷⁵ G. ANES ALVAREZ DE CASTRILLÓN, « Señorío y propiedad »..., *op. cit.*

⁷⁶ A. DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Sociedad y estado en el siglo XVIII Español*, 1976, p. 430.

⁷⁷ Renvoi ELIE + Stéphane

⁷⁸ Maria-Antonietta VISCEGLIA (éd.), *Signori, patrizi, cavalieri in Italia centro-meridionale nell'età moderna*, Roma-Bari, Laterza, 1992.

⁷⁹ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, *op. cit.* ; Adolfo CARRASCO MARTINEZ, *El poder de la sangre : los Duques del Infantado, 1601-1841*, Madrid, 2010 ; María Concepción QUINTANILLA RASO, *Nobleza y señoríos en el Reino de Córdoba : la casa de Aguilar (siglos XIV y XV)*, Córdoba, Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, 1979 ; E. CABRERA, « El condado de Belalcázar (1444-1518). Aportación al estudio del régimen señorial en la Edad Media »..., *op. cit.* ; Fernando MAZO ROMERO, *El condado de Feria (1394-1505): contribución al estudio del proceso señorializador en Estremadura durante la baja Edad Media*, 1980 ; Luis SALAS ALMELA, *Medina Sidonia: el poder de la aristocracia*, Marcial Pons., Madrid, 2008 ; M.J. BAZ VICENTE, *Señorío y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX...*, *op. cit.* ; David García HERNÁN, *Aristocracia y señorío en la España de Felipe II: la Casa de Arcos*, Universidad de Granada, 1999.

⁸⁰ Enrique SORIA MESA, *La venta de señoríos en el reino de Granada bajo los Austrias*, Universidad de Granada, 1995.

⁸¹ Jesús María USUNÁRIZ GARAYOA, « Nuevos señoríos, nuevos señores: Navarra y la venta de jurisdicciones durante la edad moderna », *Cuadernos de investigación histórica*, 17, 1999, p. 7-36.

señorío, grâce en particulier au *Catastro de la Ensenada*, qui sert de base à la majorité de ces travaux : le nombre de juridictions relevant du *señorío*, le pourcentage de la superficie du territoire en dépendant et le nombre de vassaux, ce qui entérine implicitement une définition très juridictionnelle de la seigneurie. L'historiographie travaille en général à partir d'études de cas à l'échelle d'un *reino*, qui correspond à une subdivision d'ancien régime ou parfois, compte tenu de l'organisation du monde académique par *comunidades* et de la (relative) continuité des juridictions depuis l'ancien régime, à partir d'un espace qui correspond à un découpage administratif contemporain. Pour l'essentiel, ces travaux ont nuancé, complexifié et raffiné sans les infirmer les héritages du XIX^e siècle, qui opposaient par tradition un nord-ouest fragmenté, dans lequel l'espace seigneurial se présente comme une accumulation de très nombreuses seigneuries de petites tailles à un sud – andalou⁸², mais aussi extrémègne⁸³ – dans lesquels la « *reconquista* » a permis la formation de complexes seigneuriaux beaucoup plus importants, dont les dynamiques sont très différentes. Vers Murcie, Grenade ou Valence, dans des espaces « repeuplés » après l'expulsion des morisques, les modèles, loin d'être homogènes sont encore différents et la spécificité « féodale » de la Catalogne, de l'Aragon ou de Valence, apparaît moins nettement.

Le constat un peu paralysant et stérile de la diversité reste le principal acquis de ce moment historiographique. Quelques chiffres en donnent la mesure. Autour d'Almeria, les terres soumises à la seigneurie passent entre fin XV^e siècle et fin XVIII^e siècle de 38% à 50%⁸⁴. Dans la province de Valladolid, à la mi XVIII^e siècle, le *realengo* ne concerne qu'un tiers du territoire (mais la moitié de la population), principalement les alentours de Valladolid, avec une prédominance nette de la noblesse titrée⁸⁵. Dans la province de León, si près de 50% des habitants vivent dans des terres de *realengo*, les juridictions de *realengo* représentaient moins de 20% des juridictions, puisque 64% des villas dépendaient de seigneuries laïques et 16% à des seigneuries ecclésiastiques⁸⁶. Dans le royaume de Valence, la noblesse aurait contrôlé 67% des juridictions, environ 46% de la population pour 55% du territoire, ce qui ne correspond qu'aux seigneuries laïques au début de l'époque moderne⁸⁷. À la fin du

⁸² On trouvera une description générale du processus de seigneurialisation, à l'échelle de l'Andalousie dans Juan Jose IGLESIAS RODRÍGUEZ, *Monarquía y nobleza señorial en Andalucía : estudios sobre el señorío de El Puerto, siglos XIII-XVIII*, Sevilla, Universidad de Sevilla, Secretariado de Publicaciones, 2003.

⁸³ M.-C. GERBET, *La noblesse dans le royaume de Castille, étude sur les structures sociales en extrémadure de 1454 à 1516...*, *op. cit.* ; E. CABRERA, « El condado de Belalcázar (1444-1518). Aportación al estudio del régimen señorial en la Edad Media »..., *op. cit.* ; C. ESTEPA DÍEZ, « Formación y características del feudalismo en la Extremadura castellana »..., *op. cit.* ; Angel BARRIOS GARCÍA, « Repoblación y feudalismo en las Extremaduras », in *En torno al feudalismo hispánico*, 1989, p. 417-433 ; María de los Ángeles Sánchez RUBIO et Rocío Sánchez RUBIO, *Señorialización en la tierra de Trujillo a mediados del siglo XVI: (Madroñera, El Puerto, Plasenzuela, La Cumbre y Marta)*, Caceres, Extremeña de Comunicación y Publicaciones, 2007 ; F. MAZO ROMERO, *El condado de Feria (1394-1505)...*, *op. cit.*

⁸⁴ Cristina SEGURA GRAÍÑO, « Realengo y Señorío en la tierra de Almería en el siglo XV », *En la España medieval*, 3, 1982, p. 595-618.

⁸⁵ B. YUN CASALILLA, « Notas sobre el régimen señorial en Valladolid y el estado señorial de Medina de Rioseco en el siglo XVIII »..., *op. cit.*

⁸⁶ Rodrigo POUASA DIÉGUEZ, « Los juzgados ordinarios en la España del siglo XVIII: señorío y realengo en la provincia de León | Pousa Diéguez | Magallánica : revista de historia moderna », *Magallánica, revista de historia moderna*, IX-17, 2022 ; Laureano M. RUBIO PÉREZ, « El Estado y marquesado de Astorga: relaciones de poder, rentas y economía señorial, siglos XVII-XVIII », *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, 22, 2002, p. 83-116.

⁸⁷ Eugenio CISCAR PALLARES, *Tierra y Senorio en el País Valenciano (1570-1620)*, Del Cenía al Segura., Valencia, 1977 ; Antoni FURIÓ, « Noblesa i poder senyorial al País Valencià en la Baixa Edat Mitjana », *Revista d'història medieval*, 8, 1997, p. 109-152 ; Primitivo J. J. PLA ALBEROLA, « Los municipios de señorío en el Seiscientos valenciano: a la búsqueda de un nuevo equilibrio », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 29-2, 1993, p. 107-117 ; David BERNABÉ GIL, « Quince años de estudios sobre el régimen señorial valenciano en la Edad Moderna », *Institución « Fernando el Católico »*, 2010 ; Enric GUINOT RODRÍGUEZ, « Senyoriu i reialenc al país valencià a les darreries de l'època medieval », in *Generalitat Valenciana*, Valencia, 1992, vol. Lluís de Santàngel i el seu temps, p. ; Pablo PÉREZ GARCÍA, « La nobleza valenciana del Quientos: lo social y su nomenclatura », *e-Spania. Revue interdisciplinaire d'études hispaniques médiévales et modernes*, 34, 9 octobre 2019 ;

XVIII^e siècle, Antonio Gil Olcina donne des chiffres plus importants à partir du *censo* de Godoy (1797) : seuls 25% des juridictions du reino sont soumises au *realengo*, contre 57,26% dominées par des seigneuries laïques, 11,76% aux ordres militaires, 18,86% pour des seigneuries ecclésiastiques et 3,64% pour les grandes abbayes⁸⁸. Ce type de chiffres rend encore mal compte de la diversité des situations, y compris au sein d'un même territoire. Les effets de ces écarts sont encore démultipliés par l'agglomération de plusieurs seigneuries contiguës au sein d'une même maison qui, territorialement, peuvent former un ensemble encore plus vaste, mais souvent moins densément peuplé, du moins chez les grands seigneurs, compte tenu des écarts énormes entre la noblesse titrée (ducs, marquis, comtes pour l'essentiel) et la petite noblesse. Autour de Soria, ce sont environ les 2/3 du territoire qui relèvent du *señorío*, les grandes villes appartenant au *realengo*, mais ce rapport de force cache une très grande diversité au sein des *señoríos*, puisque, dans cet espace qui comprend 50 « seigneurs de vassaux », le duc de Medinaceli à lui seul rassemble en 1751 26% de la population des terres de *señorío* (6566 vecinos, soit sans doute un peu plus de 25 000 personnes) et le comte de Aguilar 22,5%⁸⁹ !

Au nord-ouest, l'espace seigneurial présente des traits différents mais une diversité interne aussi frappante. Des chercheurs de l'université de Cantabrie⁹⁰ ont lancé un projet de cartographie des juridictions – et donc pour une part des seigneuries – pour le cas galicien, une région pour laquelle on dispose déjà d'une tradition d'études du régime seigneurial galicien et de ses spécificités⁹¹ : seuls 8% à 10% du territoire galiciens échappent au régime de la seigneurie. Les terres relevant du roi sont quelques-unes des grandes villes du territoire, les seigneuries rurales, au nombre de 655, se répartissant en 3655 localités. Dans ce paysage, deux magnats et quelques grands seigneurs se détachent, comme l'archevêque de Santiago ou le comte de Lemos, dont la seigneurie s'étend sur 538 micro-localités, réparties en 36 juridictions différentes, soit environ 3868 km² et plus de 250 000 sujets. A l'autre bout de la chaîne, on compte des dizaines de micro-seigneuries, parfois partagées entre 4 ou 5 titulaires qui n'exercent leur pouvoir que sur 4 ou 5 vassaux (soit une grosse vingtaine d'habitants), dans des finages qui excèdent difficilement le km². Malgré cette diversité, la Galice, tout comme les Asturies⁹², comparables, reste dans l'historiographie, à l'échelle du royaume, l'exemple d'un territoire morcelé (le mini-fundisme galicien) caractérisé par des seigneuries de toute petite taille, les grands seigneurs de contentant d'étendre leur seigneuriaux sur un grand nombre de *villas*.

La taille des seigneuries dans un espace pourrait être un bon critère pour estimer, à partir d'un seul minimal, la nature de cette diversité et tenter de dépasser le constat de cette immense variété. Si on

⁸⁸ Antonio Gil OLCINA, *Singularidades del régimen señorial valenciano : expansión, declive y extinción de la señoría directa*, Alicante, Universidad de Alicante, 1992 ; Antonio Gil OLCINA, *La propiedad señorial en tierras valencianas*, Valencia, Del Cenia al Segura, 1979.

⁸⁹ J.M. ÁLCALDE JÍMENEZ, *El poder del señorío: Señorío y poderes locales en Soria entre el Antiguo Régimen y el Liberalismo...*, op. cit.

⁹⁰ Rubén CASTRO REDONDO, *Cartografía digital de Galicia en 1753: Jurisdicciones, provincias y Reino*, Andavira, 2018 ; Rubén CASTRO REDONDO, *De señores, señoríos y medidas del país: Cartografía metrológica de la Galicia moderna*, Concello de Verín, 2021.

⁹¹ Antonio Eiras ROEL, « El régimen señorial en Galicia a finales de la Edad Moderna: evaluación », *Ohm : Obradoiro de Historia Moderna*, 6, 1997, Pegerto SAAVEDRA, « Contribución al estudio del régimen señorial gallego », *Anuario de historia del derecho español*, 60, 1990, p. 103-184 ; Pegerto SAAVEDRA, « Régimen señorial y administración local en la Galicia de los siglos XVI-XVIII », Escola Galega de Administración Pública = Escuela Gallega de Administración Pública, 1994 ; Pegerto SAAVEDRA, « La administración señorial en la Galicia moderna », *Hispania: Revista española de historia*, 58-198, 1998, p. 185-212 ; Antonio EIRAS ROEL, « El señorío gallego en cifras. Nómina y ranking de los señores jurisdiccionales », *Cuadernos de estudios gallegos*, 38-103, 1989, p. 113-135 ; Antonio Presedo GARAZO, « Elite Hidalga y poder señorial en Galicia: principales mecanismos de acceso (1480-1650) », *Studia Historica: Historia Moderna*, 37, 30 novembre 2015, p. 123-151 ; M.J. BAZ VICENTE, *Señorío y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX...*, op. cit.

⁹² Gonzalo ANES ALVAREZ DE CASTRILLÓN et Luis G. de VALDEAVELLANO, *Los señoríos asturianos*, Silveño Cañada, Gijón, 1989.

prend la carte des seigneuries dans le *reino* de Sevilla, dont la genèse est connue⁹³, la liste des seigneuries est beaucoup plus restreinte et celles-ci sont pour l'essentiel aux mains de la noblesse titrée et concentrées dans de grands ensembles souvent contigus. Dans le *reino* de Séville (33180 km²) au XVIII^e siècle, on ne comptabilise qu'une quarantaine de seigneuries, qui couvrent plus de la moitié du territoire et qui toutes, par comparaison avec la Galice, sont de très grandes tailles, même si, de l'une à l'autre, les différences restent importantes. Les ducs de Medina Sidonia y cumulent ainsi le duché du même nom, le comté de Niebla - 5000 km² environ – et la seigneurie de San Lucar. Une « petite » seigneurie du sud-ouest andalou, comme Moguer⁹⁴ fait 200 km² environ, soit 20 000 hectares, rien à voir avec les plus petites seigneuries galiciennes.

Seigneuries et exploitation de la terre

Au fur et à mesure que l'historiographie explorait cette cartographie et cette démographie historique des seigneuries, ce sont les angles morts et les limites de la seigneurie elle-même, et de sa territorialité, qui sont apparues. Pour rendre ce comparatisme pertinent, il faudrait que les formes d'exploitations liées au régime seigneurial soient homogènes. La grande difficulté, sinon l'impossibilité, de comparer le type de contrôle sur la terre et les hommes exercés par les seigneurs d'un espace à l'autre rend la réalité de ce « poids des seigneuries », qui est davantage un thème de la rhétorique idéologique libérale, très difficile à appréhender. La première ligne de fracture est apparue dans la relation entre seigneurie et propriété.

Comme dans les espaces de *realengo*, les finages des municipes seigneuriaux se partagent entre des biens appartenant à des particuliers – et le seigneur est l'un deux -, des biens appartenant à la municipalité – les *proprios*, que celle-ci peut décider de vendre, louer, etc. – et des communs de nature diverse (*baldios*, à la périphérie du finage, le plus souvent, *ejidos*, dédiés en théorie au pâturage), susceptibles d'être utilisés par tout le monde, dont les juristes royaux considèrent qu'ils relèvent du *realengo*, même dans les seigneuries⁹⁵. Sauf exception, les seigneuries données par puis achetées au roi ne sont pas des terres vierges, mais des territoires déjà organisés, dans lesquelles cette répartition existe déjà, dans lesquelles la terre est déjà tenue, de sorte que les seigneurs doivent s'imposer ou composer. Dès le moyen âge, les seigneuries dites rétrospectivement « solariega » concédées par la couronne prévoient que le seigneur respecte les propriétés (*heredades*, i.e. des biens fonciers transmissibles) existant déjà dans la seigneurie⁹⁶. La question est de savoir dans quelles proportions les seigneurs sont propriétaires, au sens fort, de terres dans et hors de leur seigneurie et quel type de droits ils exercent sur les propriétés qui ne sont pas les leurs. On dispose de très peu d'éléments permettant de quantifier, et

⁹³ Miguel Ángel LADERO QUESADA, « Los señores de Gibraltón », *Cuadernos de Historia*, 7, 1977, p. 1-95 ; Miguel Ángel LADERO QUESADA, « Los señoríos medievales onubenses », Huelva, Instituto de Estudios Onubenses, 1976 ; Miguel Ángel LADERO QUESADA, « Los señoríos medievales en el ámbito de Cádiz y Jerez de la Frontera », in *Ladero Quesada, Los señores de Andalucía*, 1998, p. 419-442 ; Idelfonso PULIDO BUENO, « Los señoríos de Andalucía occidental en el siglo XVII: Crisis económica y conflictividad social: El caso de los señoríos de Gibraltón, Moguer y el Condado de Niebla », *Anales de la Universidad de Cádiz*, 1, 1984, p. 105-138 ; Francisco Javier Pérez-Embido WAMBA, « El régimen señorial en la segunda mitad del siglo XVI: Estado del Condado de Niebla », *Huelva en su historia*, 12, 2005, p. 219-256 ; Alfonso Franco SILVA, *Estudios sobre la nobleza y el régimen señorial en Andalucía*, Granada., Universidad de Granada, Editorial Universidad de Granada, 2007 ; Miguel Ángel LADERO QUESADA, « Cádiz, de señorío a realengo », in *Ladero Quesada, Los señores de Andalucía*, 1998, p. 443-455 ; Antonio COLLANTES DE TERÁN SÁNCHEZ, « Los señoríos andaluces: análisis de su evolución territorial en la Edad Media », *Historia. Instituciones. Documentos*, 6, 1979, p. 89-112.

⁹⁴ I. PULIDO BUENO, « Los señoríos de Andalucía occidental en el siglo XVII »..., *op. cit.*

⁹⁵ Alberto MARCOS MARTÍN, « Evolución de la propiedad pública municipal en Castilla la Vieja durante la época moderna », *Studia Historica. Historia Moderna*, 16, 1997, p. 57-100.

⁹⁶ María Concepción QUINTANILLA RASO, « Propiedades y derechos en los señoríos nobiliarios cordobeses de la Baja Edad Media: nuevas interpretaciones », *Historia. Instituciones. Documentos*, 24, 1997, p. 381-404.

encore moins de cartographe, la part des terres seigneuriales appartenant au seigneur, dans la mesure où l'historiographie s'est scindée entre des études sur la seigneurie qui ont surtout mis l'accent sur sa dimension juridique et institutionnelle et des études, nombreuses dans les années 1970-1980, qui étudient l'exploitation de la terre dans une région sans trop se préoccuper du statut des propriétaires au-delà du partage entre des finages seigneuriaux ou royaux. Dans la région de León, fortement seigneurialisée, ce ne sont que 5 à 10% des terres qui appartiennent au seigneur à la fin de l'ancien régime. Là où la terre est riche, le marché développé, les produits rentables, les seigneurs ont à la fois investi dans des cultures lucratives – la vigne, les huertas – et favorisé les marchés, l'augmentation de la population pour augmenter leurs revenus fiscaux, par le biais des *alcabalas*, ce qui ne suppose pas qu'ils aient besoin de posséder une grande partie du territoire. Mais en fonction de la densité de la population, de la richesse du terroir et du type de cultures pratiqué, du régime seigneurial, des types de faire-valoir, la situation peut varier beaucoup. Localement, on sait que les seigneurs ne sont pas toujours les plus grands propriétaires de leurs seigneuries, mais que les plus grands seigneurs, notamment en Andalousie, se sont constitués de grands domaines⁹⁷. Au long de l'époque moderne et en particulier au XVIII^e siècle, la tendance a été à l'augmentation des propriétés seigneuriales. Même si dans de nombreux cas, les revenus issus directement de la terre restent minoritaires, ils tendent à augmenter et ce même si ce n'est que dans des petites seigneuries, et rarement, que la juridiction a pu coïncider avec la propriété de l'ensemble des terres. Ainsi dans le marquisat d'Astorga, le modèle reste globalement conforme à celui de la grande seigneurie censitaire castillane et les rentes de la terre ne correspondent qu'à 13% des revenus dans les années 1660 (et 18% à la fin des années 1720), le gros restant tiré des *alcabalas*. Mais localement, les chiffres changent du tout au tout : ainsi à Villamaña, en 1646, qui fait partie de ce marquisat, les revenus de la terre constituent 48% des revenus contre 47% pour les *alcabalas*, à la faveur des *despoblados* dont le seigneur a su ici profiter⁹⁸. Dans la tierra de Buitrago, au nord de Madrid, appartenant aux ducs de l'Infantado dans laquelle il n'y a pas de grande propriété seigneuriale, où la terre est pauvre, les revenus que tire le seigneur de sa seigneurie restent dominés malgré tout par leur patrimoine dans la seigneurie, à hauteur de 83% au XVIII^e siècle, contre seulement 12% pour les *alcabalas* et 4% pour les droits seigneuriaux⁹⁹. Dans le duché d'Osuna, le duc possède, suivant les villas et selon Ignacio Atienza, entre 10 et 95% de ses terres au XVIII^e siècle¹⁰⁰.

Cette croissance de la propriété seigneuriale passe d'abord par l'achat de propriétés dans leurs seigneuries, comme l'ont fait les Fernández de Córdoba dès la fin du moyen âge, ou la maison des ducs d'Arcos¹⁰¹, ou, pour les nouveaux seigneurs, par l'achat d'une seigneurie dans une communauté dans laquelle ils ont déjà des propriétés, ce qui pourrait tendre à faire du seigneur un propriétaire comme les autres. Mais le constat de la distinction entre seigneurie et propriété s'est vite effacé devant la complexité des droits exercés sur le sol et l'historiographie s'est surtout attachée à rendre compte des moyens par lesquels la propriété seigneuriale est privilégiée. C'est d'abord un simple effet du cumul de la propriété et de la juridiction qui, dans les litiges sur la terre, lui donne une position avantageuse. C'est ensuite le fait que la propriété seigneuriale soit, pour une part, juridiquement privilégiée par le recours au majorat – sans que les seigneurs de vassaux en aient l'exclusivité –, une question dont l'historiographie s'est

⁹⁷ Miguel Artola GALLEGO, Jaime Contreras CONTRERAS et Antonio-Miguel Bernal RODRÍGUEZ, *El latifundio: propiedad y explotación*, s. XVIII-XX, Servicio de Publicaciones Agrarias., Madrid, 1978.

⁹⁸ L.M. RUBIO PÉREZ, « El Estado y marquesado de Astorga »..., *op. cit.*

⁹⁹ Universidad Autónoma de Madrid (MADRID) Departamento de Historia Moderna y Contemporánea GRUPO '73, *La economía del antiguo régimen. El señorío de Buitrago*., Madrid, Servicio de Publicaciones de la Universidad Autónoma de Madrid, 1973.

¹⁰⁰ I. ATIENZA HERNÁNDEZ, *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna...*, *op. cit.*

¹⁰¹ M.C. QUINTANILLA RASO, *Nobleza y señoríos en el Reino de Córdoba: la casa de Aguilar (siglos XIV y XV)*..., *op. cit.* ; Rafael MATA OLMO, « Participación de la alta nobleza andaluza en el mercado de la tierra La Casa de Arcos (siglos XV-XVII) », Casa de Velázquez, 1984.

emparée dans les années 1990 dans le sillage des travaux pionniers de Clavero. Comme on le sait, ceux-ci, nés au XIV^e siècle, se systématisent et deviennent l'un des attributs de l'appartenance aux élites au XVI^e siècle. Les seigneuries sont transmises par son intermédiaire et avec elles une partie des *haciendas*, *fincas*, *huertas*, *dehesas* du seigneur, qui, par son entremise, sont protégés des créanciers. Dans le même ordre d'idée, le recours massif des seigneurs aux vínculos pour des fondations de chapellenies ou de couvents contribue aussi à spiritualiser une partie du patrimoine foncier patrimoine et à le protéger par ce biais.

Au-delà des privilèges accordés aux biens dont il propriétaire, le seigneur peut faire prévaloir un droit sur des propriétés qui ne sont pas les siennes, en tant qu'il est seigneur, sans avoir à intervenir dans le marché de la terre. La qualité de seigneurs *solariego* suppose des prélèvements en nature qui matérialisent un droit distinct de la propriété. Ainsi, la persistance ou la revendication de droits dits féodaux, dont l'importance financière semble insignifiante, a pu être interprétée dans certains cas, comme le maintien, par l'intermédiaire d'un droit, fût-il symbolique, d'une prééminence sur le territoire¹⁰². Celui-ci s'active en cas de défaillance des vassaux, auquel cas le seigneur peut revendiquer la propriété sur des terres vacantes : c'est tout l'intérêt des *despoblados*, qui se multiplient à la faveur de dépression démographique du XVII^e siècle. Ainsi, en 1650, le marquis de Gibrleón mobilise l'argument pour affirmer ses droits sur l'ensemble d'un territoire d'une ville, San Miguel Arca del Buey, placée sous sa juridiction qui s'est entièrement dépeuplée dans les années précédentes, comme si le droit du seigneur renaissait à la vacance des droits de propriété de ses vassaux¹⁰³. Dans les terroirs insuffisamment riches, qui se prêtent à une utilisation très extensive de la terre et dans lesquels les rentes fiscales, compte tenu de la faiblesse du marché et de la productivité, étaient moins intéressantes, c'est une solution que certains seigneurs *solariegos* ont recherché, quitte à faire fuir leurs vassaux. L'accaparement des communaux par le seigneur est une autre méthode et l'un des grands thèmes de la conflictualité entre seigneurs et vassaux, très significative au cours du XVI^e siècle – et à moindre degré au XVII^e siècle sur cette question – qui a conduit certains à se constituer, surtout dans le sud, des domaines importants. Ce processus de captation des communs, particulièrement marqué en Andalousie¹⁰⁴, profite, pour une part aux seigneurs. Parmi ces propriétés, les *dehesas* seigneuriales – des terres closes, gardées, faisant l'objet d'une réglementation spécifique – sont souvent parmi les terres les plus rentables, peuvent atteindre de grandes superficies et ont souvent été acquise au détriment des communautés Artola signale que dans son marquisat de Gibrleón, au nord de Huelva, le duc de Béjar s'était au XVIII^e siècle constitué une *dehesa* de 13 000 hectares, très au-delà de la limite – 250 ha – à partir de laquelle on considère qu'on bascule dans le latifundio. A Jodar, autre exemple, le conde de Fuente Saucó s'est constitué un domaine de 40 000 hectares à la fin du XVIII^e siècle¹⁰⁵.

Mais là encore ce critère des propriétés du seigneur dans sa seigneurie reste délicat à manier. Le type de faire-valoir et la durée des baux changent la donne d'un espace à l'autre. La Catalogne, le royaume de Valence constituent des cas où l'emphytéose a produit une configuration différente dans le rapport entre terre et seigneurie : les terres appartenant au seigneur sont très importantes (72% du *reino* à Valence à la fin de l'ancien régime¹⁰⁶) mais laissées en emphytéose à une bourgeoisie locale, avec des droits très étendus et la possibilité, notamment, de louer les terres à leurs tour, de sorte que lorsque le régime seigneurial achève de se dissoudre dans les années 1840, alors que théoriquement le royaume est constitué d'immenses domaines seigneuriaux, la carte de la propriété qui émerge est beaucoup plus

¹⁰² L.M. RUBIO PÉREZ, « El Estado y marquesado de Astorga »..., *op. cit.*

¹⁰³ AHN-Nobleza (Toledo), Osuna, leg. 392, exp. 17.

¹⁰⁴ Antonio-Miguel BERNAL RODRÍGUEZ, « La tierra comunal en Andalucía durante la Edad Moderna », *Studia historica. Historia moderna*, 16, 1997, p. 101-128.

¹⁰⁵ M.A. GALLEGO, J.C. CONTRERAS et A.-M.B. RODRÍGUEZ, *El latifundio...*, *op. cit.* p. 187.

¹⁰⁶

fragmentée. En Catalogne, la même omniprésence des baux emphytéotiques a conduit à l'apparition de « semi-seigneurs » ou « semi-proprétaires » selon les formules de Pierre Vilar, en dessous du seigneur. Le cas de Murcie, une région qu'on considère traditionnellement comme peu seigneurialisée¹⁰⁷ est une dernière déclinaison de ce thème : le recul important du *señorío* au tout début de l'époque moderne y tient au retrait de quelques grands seigneurs et à une conflictivité très forte avec les communautés locales qui a conduit à des accords, sous l'autorité du roi, qui donnent une plus grande autonomie aux communautés. Mais la période se caractérise par la suite par une relative stabilité du *señorío* – et même une légère augmentation au début du XVII^e siècle, après l'expulsion des morisques – et par un renouvellement des seigneurs et du type de contrôle qu'ils exerçaient : ceux-ci, venus désormais d'oligarchies urbaines fortes, tenant les conseils municipaux, accaparant les terres communales, accumulent de grandes propriétés, les rassemblent dans des majorats et tirent majoritairement leurs revenus de l'exploitation de la terre et des *huertas*, en étant seigneur ou non, de sorte que le « régime seigneurial », stricto *sensu*, juridictionnel, est ici un mauvais indicateur de la polarisation des rapports de pouvoir entre la terre et les hommes¹⁰⁸.

La seigneurie entre déterritorialisation et dédiabolisation depuis les années 1990

Les années 1990 et les années 2000 sont le théâtre de plusieurs mutations historiographiques qui affectent le cadre du travail économique et social sur les seigneuries et la terre, qui deviennent des objets plus périphériques. Cette périphérisation n'a pas lieu d'être pensée comme un appauvrissement des études sur la seigneurie, mais comme l'avènement d'une manière plus dense de l'analyser, en sortant de la seigneurie comme cadre territorial – le terme est ici entendu dans un sens contemporain, mais très classique pour l'historiographie, comme un espace sur lequel s'exerce un pouvoir – qui était jusque-là dans l'appréhension de la seigneurie et qui justifie, par exemple que l'historiographie ait insisté sur la territorialisation traditionnelle de la seigneurie, à travers, par exemple, la question du bornage, cruciale dans l'affirmation des droits des seigneurs¹⁰⁹. Malgré cela, depuis les années 1980, la « seigneurie » est un cadre de travail de moins en moins pertinent. D'une part, la seigneurie moderne n'est pas du tout un isolat, parce que beaucoup de seigneurs sont aussi propriétaires hors de leurs seigneuries ou encore parce que, localement, il est courant que des seigneuries rurales soient aux mains de seigneurs qui constituent l'oligarchie locale de la ville de *realengo* de la région, comme c'est le cas, par exemple, autour de Soria¹¹⁰. D'autre part, le glissement d'une histoire de la seigneurie vers une histoire de la noblesse invite à étudier les seigneuries comme des ensembles détenus par des lignages ou des maisons, agglomérées, articulées les uns aux autres, et non comme le cadre d'une monographie.

Le véritable instrument de cette déterritorialisation du pouvoir des seigneurs ne tient plus à l'histoire économique. Il n'est pensable que parce que s'est opéré un glissement vers l'histoire culturelle

¹⁰⁷ Guy Lemeunier a beaucoup travaillé la question, notamment : G. LEMEUNIER, « El régimen señorial en cuestión »..., *op. cit.* ; Guy LEMEUNIER, *Los señoríos murcianos: s. XVI-XVIII*, Universidad de Murcia, 1998.

¹⁰⁸ Vicente MONTOJO MONTOJO, « Señorialización y remodelación jurisdiccional y económica en el reino de Murcia: los señoríos de Hoya Morena y Cúllar-Baza (s. XVII) », *Institución « Fernando el Católico »*, 1993 ; Vicente MONTOJO MONTOJO et Francisco CHACÓN JIMÉNEZ, « Señores y poder monárquico en Murcia (finales del siglo XVI a principios del XVII) », in Eliseo SERRANO MARTÍN et Esteban SARASA SÁNCHEZ (éd.), *Señorío y feudalismo en la Península Ibérica: (ss. XII-XIX)*, *Institución Fernando el Católico*, Zaragoza, 1993, vol.2, p. 445-456 ; Vicente MONTOJO MONTOJO, « Aproximación al estudio de los señores de vasallos murcianos en la Edad Moderna », *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, 30, 2010, p. 119-136.

¹⁰⁹ Ma Jesús BAZ VICENTE, *Señorio y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX: la Casa de Alba*, Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Secretaría General Técnica, 1996.

¹¹⁰ J.M. ÁLCALDE JIMÉNEZ, *El poder del señorío: Señorío y poderes locales en Soria entre el Antiguo Régimen y el Liberalismo...*, *op. cit.*

et l'histoire de la noblesse, vers une histoire des élites qui n'étudie plus des groupes mais des réseaux et des clientèles, vers une histoire des rapports de pouvoir qui tente d'articuler seigneurs et oligarchies urbaines, un bouleversement qui a connu son temps fort vers la fin des années 2000¹¹¹. Une première étape, qu'on peut dater de deux articles fondateurs d'Ignacio Atienza publiés dans le contexte des débats autour de la reféodalisation¹¹², a consisté à concevoir la domination nobiliaire au-delà de sa dimension économique et juridictionnelle, par le biais du patronage, en insistant sur le pouvoir de nomination et de distribution de positions politiques et sociales de seigneur, via ses prérogatives politiques – nommer les officiers locaux – et via des fondations – couvents, monts de piété, dotations d'orphelins, greniers, etc. – qui lui permettent de conforter et de stabiliser un pouvoir « paternaliste », beaucoup plus diffus et multiforme que celui que l'on peut appréhender à partir des seules prérogatives du seigneur. Ce pouvoir s'étend au-delà des limites de la seigneurie, même s'il y trouve son terrain d'application privilégié, et tend à être déterritorialisé. Tout comme l'investissement dans l'appareil (*aparato*) institutionnel de « l'État »¹¹³, il était interprété par Atienza comme une solution pour les seigneurs pour continuer à exercer un pouvoir qui, financièrement, était vacillant dans le contexte des débats sur la « reféodalisation ». Ces travaux ont ouvert la voie à une historiographie surabondante sur les fondations qui permet de traiter conjointement les aspects économiques, politiques, clientélares, religieux et culturels de la domination seigneuriale, parfois à partir des travaux de Bourdieu¹¹⁴. Dans le même moment, la redécouverte de la tratadística nobiliaire a permis de boucler la boucle¹¹⁵ en faisant du paternalisme – en particulier le patronage ecclésiastique – l'application des devoirs d'états du seigneur, vicaire du Christ sur ses terres, suivant les modèles de comportements pensés pour lui¹¹⁶. Cette nouvelle ligne de travail qui faisait des seigneurs l'un des acteurs de la politique religieuse, et le garant du salut de ses vassaux, était une autre manière de creuser le parallélisme entre seigneurie et « État », la seigneurie devenant l'un des cadres pertinents pour l'analyse de la confessionnalisation et de la discipline sociale, deux paradigmes qui ont eu beaucoup de succès en Espagne et qui restent attachés à la geste historiographique de « l'État moderne. »¹¹⁷

¹¹¹ Deux publications sont des jalons significatifs de ce glissement : Enrique SORIA MESA, Juan Jesús BRAVO CARO et José Miguel DELGADO BARRADO, *Las élites en la época moderna: la monarquía española*, Córdoba, Universidad de Córdoba, 2009, vol. Tomo I: nuevas perspectivas ; Enrique SORIA MESA, *La nobleza en la España moderna, cambio y continuidad*, Madrid, Marcial Pons, 2007.

¹¹² I. ATIENZA HERNÁNDEZ, « El señor avisado: programas paternalistas y control social en la Castilla del siglo XVII »..., *op. cit.* ; Ignacio ATIENZA HERNÁNDEZ, « Pater familias, señor y patron: economía, clientelismo y patronato en el Antiguo régimen », in Reyna PASTOR DE TOGNERI (éd.), *Relaciones de poder, de producción y de parentesco en la Edad Media y Moderna. aproximación a su estudio*, 1990, p. 411-458.

¹¹³ B. YUN CASALILLA, « La aristocracia castellana en el seiscientos. ¿Crisis, refeudalización u ofensiva política? »..., *op. cit.*

¹¹⁴ Ángela ATIENZA LÓPEZ, *Tiempos de conventos, una historia social de las fundaciones en la España moderna*, Madrid, Marcial Pons, 2008.

¹¹⁵ José Antonio Guillén BERRENDERO, *Los mecanismos del honor y la nobleza en Castilla y Portugal, 1556-1621*, <http://purl.org/dc/dcmitype/Text>, Universidad Complutense de Madrid, 2008 ; Jose Antonio GUILLÉN BERRENDERO, *La idea de nobleza en Castilla durante el reinado de Felipe II*, Valladolid, Universidad de Valladolid, Secretariado de Publicaciones e Intercambio Editorial, 2007.

¹¹⁶ Adolfo CARRASCO MARTINEZ, « Los Mendoza y lo Sagrado. Piedad y símbolo religioso en la cultura nobiliaria », *Cuadernos de historia moderna*, 25, 2000, p. 233-269 ; Rafael M. PÉREZ GARCÍA, « Espirituales, Cortes señoriales y linajes nobiliarios. Construcción y desarrollo de climas sacro-espirituales de referencia social en la Andalucía de los siglos XVI y XVII », *Historia y Genealogía*, 1, 2011, p. 133-153.

¹¹⁷ Federico PALOMO, « "Disciplina christiana": Apuntes historiográficos en torno a la disciplina y el disciplinamiento social como categorías de la historia religiosa de la alta edad moderna », *Cuadernos de historia moderna*, 18, 1997, p. 119-138 ; Federico PALOMO, « Confesionalización », 2016.

Les principaux animateurs de ce renouveau historiographique, comme Angela Átiienza López ou Adolfo Carrasco, qui a beaucoup travaillé la question du néo-stoïcisme des élites¹¹⁸ ont commencé comme des historiens de l'économie et du social et se sont attachés à la dimension culturelle ou religieuse de la domination pour rendre compte de celle-ci dans tous ses aspects et œuvrer à une compréhension plus globale ou unifiée des formes de domination. Rentrer dans les discours de légitimation des élites, dans leurs stratégies de représentation n'est pourtant pas sans incidence sur l'image de la seigneurie elle-même, à laquelle on a rendu ses propres logiques, quitte à en gommer, consciemment ou non, la dimension coercitive et à produire une histoire de la noblesse de moins en moins corrélée à ses bases économiques, dont le pouvoir semble tenir sur une « propagande nobiliaire » selon un terme problématique mais très populaire dans l'historiographie du début du XXI^e siècle. La seigneurie n'a pas pour autant disparu, mais, dans ce mouvement, elle a redoré son blason, dans deux domaines classiques : l'administration et l'économie. Par un mouvement de renversement dans lequel nous sommes encore aujourd'hui, qui touche au même moment la réévaluation des politiques économiques des ordres et des institutions religieuses, autre symbole du retard et de la frilosité économique dans les perspectives héritées des libéraux du XIX^e siècle, l'historiographie entend désormais mettre en évidence la modernité des politiques économiques nobiliaires, sa capacité d'adaptation, ses investissements productifs¹¹⁹. Elle est entrée dans une phase de quasi réhabilitation de la seigneurie, qui est moins un mode de production qu'une proto entreprise, dans un rapprochement avec les perspectives d'une partie de l'historiographie anglaise¹²⁰. Dans un registre comparable, les travaux sur l'administration seigneuriale qui se sont poursuivis, sous la plume de David Garcia Hernán par exemple, ont franchi un palier dans la dédialisation du seigneur qui met encore un peu plus à distance l'imaginaire violent lié au « féodal »¹²¹. La gestion des seigneuries, dans un renversement complet des poncifs du XIX^e siècle, est jugée précautionneuse, rationnelle, « moderne », appuyée sur une large production législative plus que sur la force, et cette réhabilitation profite de facto d'un changement dans la nature des rapports entre seigneurs et vassaux. Les nombreuses études sur la conflictualité sociale ont pour cadre privilégié les communautés urbaines ou rurales et les relations entre seigneurs et vassaux, qu'on juge encore fondées sur la violence des premiers jusqu'au début de l'époque moderne sont désormais prioritairement analysées à travers leur volet judiciaire.

*
* *

Au terme de ce parcours nous voudrions insister sur trois questions qui émergent de cet état de l'art encore trop dense pour rendre compte de la vitalité des travaux sur ce type de questions. En premier lieu, l'appréhension de la seigneurie comme territoire reste dominante, ce qui s'explique à la fois par le poids des traditions historiographiques (le poids de l'approche juridictionnelle) et par les spécificités de la seigneurie castillane, jamais médiante, plus censitaire que domaniale, débouchant malgré cela sur des

¹¹⁸ Adolfo CARRASCO MARTÍNEZ, « El estoicismo, una ética para la aristocracia del barroco », in José ALCALÁ ZAMORA et Ernst EBELNGUER CEBRIÀ (éd.), *Calderón de la Barca y la España del Barroco*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 2003, p. 305-330.

¹¹⁹ Bartolomé YUN CASALILLA, « Economía moral y gestión aristocrática en tiempos del Quijote* », *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History*, 23-S1, mars 2005, p. 45-68 ; Bartolomé YUN CASALILLA, Paul JANSSENS, Robert BRENNER et Clara Eugenia NUÑEZ, *Aristocracy, patrimonial management strategies and economic development, 1450-1800*, Sevilla, Secretariado de Publicaciones de la Universidad de Sevilla, coll. « Ciencias económicas y empresariales », 1998.

¹²⁰ Renvoyer à Stéphane

¹²¹ D. GARCÍA HERNÁN, *El gobierno señorial en Castilla: La presión y concesión nobiliaria en sus documentos (siglos xvi-xviii)...*, op. cit.

grandes propriétés. Cela explique que l'historiographie moderne espagnole sur la question n'ait que marginalement reçu les travaux italiens ou allemands qui, dans le contexte du « spatial turn »¹²² (Torre 2008; Morsel 2006), ont renouvelé notre compréhension des modalités de l'exercice du pouvoir dans l'espace, et qu'elle en reste à une définition assez classique du territoire. Il ne s'agit pas de plaider nécessairement pour une mise à jour sur ce plan, puisque rien en dit que ces approches se caleraient sans dommage dans le contexte de la seigneurie moderne castillane, mais de rappeler que, comme Rachel Renault le fait dans ce même dossier, la seigneurie doit d'abord être pensée comme un pouvoir sur, comme un rapport – social, politique – entre le seigneur et, indissociablement, la terre, les hommes, les choses – pensons aux biens sans maîtres¹²³ qui appartiennent souvent au seigneur dans le domaine castillan –, rapport qui produit le territoire, sans qu'il ait nécessairement l'homogénéité d'une juridiction. L'historiographie a déjà largement œuvré dans cette direction depuis les années 1990, en enrichissant, densifiant et complexifiant son analyse des rapports de domination seigneuriaux, tant sur le plan de la complexité des relations sociales entre seigneurs, oligarchies, communautés rurales que sur celui de la multidimensionnalité (économique, clientélaire, religieuse etc.) du pouvoir du seigneur.

En second lieu, et en lien avec la remarque précédente, étant donné que la tension entre l'appréhension *emic* et *etic* des termes que nous mobilisons est constante, il semble opportun d'ouvrir un chantier sur l'usage *emic* des termes que mobilise l'historiographie : *señorío*, *solar*, *solariego*, *propiedad*, *vasallo*, etc. Si on se penche sur la définition large de la seigneurie, la dimension territoriale de la chose se brouille assez vite et le terme renvoie vers *dominium* et vers la propriété. Chez Covarrubias (1611)¹²⁴, il n'y a pas d'entrée « propriété » ou « seigneurie ». Il y a bien chez lui des biens propres, appelés *proprios*, qui désignent les rentes des municipalités, détenues en propre et non partagées justement avec le souverain ou le seigneur ou entre les habitants. La propriété est un terme voisin de possession, dit-il dans l'expression alors commune de « possession et propriété », mais à l'entrée « posséder », il donne une définition qui renvoie au *dominium* latin. Celui-ci est le terme le plus proche de la seigneurie : le terme *dominio* est « le droit de tenir, posséder, jouir, user et disposer d'une chose » dit Covarrubias « parce qu'on en est le seigneur », ajoute-t-il avant de distinguer *dominio* direct et utile. La différence entre les définitions de *dominio* et de *señorio* n'est pas claire et gagne encore confusion dans le *Diccionario de Autoridades*. Le *dominio*, c'est le « *mando*, *imperio* y *señorio* » sur une chose. Le *señorio*, c'est le « *dominio* ou *mando* » sur une chose qui est « propre », de sorte que les deux termes sont quasi synonymes à la différence près que la seigneurie implique un contrôle plus total. Mais à l'article « propriété », le même dictionnaire dit : « la même chose que *dominio* », en renvoyant à « la seigneurie qu'on a sur une chose ». À « seigneurie », il est encore écrit : le territoire appartenant au seigneur et dont il est le maître, *dueño*, avant de définir le *dueño* comme « le seigneur propriétaire qui a la *dominio* sur une chose ». Certes, il faut, dans ces définitions, faire la part de la circularité propre aux dictionnaires, et sans doute à leur éventuelle faiblesse, mais ces renvois, outre qu'ils plaident pour une définition de la seigneurie comme pouvoir, sont aussi caractéristiques de la sphère dans laquelle les dictionnaires évoluent – et l'idée même de définir les choses –, à savoir la sphère du pouvoir : Covarrubias, à l'article *señor* (« est seigneur celui qui a le commandement et le pouvoir »), renvoie à la loi et l'ensemble de ces définitions s'appuient d'abord sur l'acception juridique de chacun de ces termes. Ce constat rappelle que plaider pour revenir à l'*emic*, ce n'est pas réhabiliter la parole de acteurs contre

¹²² Angelo TORRE, « Un « tournant spatial » en histoire ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63e année-5, 21 novembre 2008, p. 1127-1144 ; Joseph MORSEL, « Construire l'espace sans la notion d'espace. Le cas du Salzforst (Franconie) au XIVe siècle », *Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public*, 37-1, 2006, p. 295-316.

¹²³ Nous renvoyons au dossier Alessandro BUONO et Luca GABBIANI, « Introduction », *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH*, 22, 25 novembre 2020.

¹²⁴ Sebastián de Covarrubias, *Tesoro de la lengua castellana*, Madrid, 1611.

celle des historiens en cherchant à imposer une bonne définition des choses, mais bien rendre aux choix des termes leur caractère prescriptif, ce qui oblige non seulement à retrouver le sens *emic*, mais encore à le contextualiser, à voir dans quel type de sources, dans quels contextes, par quels types d'acteur et selon quelles définitions certains mots sont mobilisés, très au-delà des dictionnaires, donc.

Cette question en amène une troisième, autour de la pesanteur des héritages historiographiques. La tradition d'analyse défendue par les historiens du droit et la prééminence d'une définition avant tout institutionnelle de la seigneurie est un héritage du XIX^e siècle qui, tout au long du XX^e siècle, a été très fécond, et qui le reste. Il est porteur d'un récit historiographique qui associe étroitement les seigneuries et la construction de la monarchie, ce qui a mis l'historiographie dans la dépendance étroite des catégories d'ancien régime. Si la chose est connue et a suscité de nombreux débats depuis que les médiévistes (Brown, Reynolds) ont soulevé le problème, un doute subsiste sur ce qui, dans le récit encore dominant sur le « complexe monarchico-seigneurial », relève d'un héritage intellectuel de très longue durée, qui a façonné l'historiographie dès le début et nous prive de concevoir et d'historiciser les évolutions des seigneuries modernes.

Álcalde Jiménez, José María. 1997. *El poder del señorío: Señorío y poderes locales en Soria entre el Antiguo Régimen y el Liberalismo*. Junta de Castilla y León. Valladolid.

Altamira, Rafael. 1906. *Historia de España y de la civilización española*. Tomo 3. Herederos de Juan Gili. Barcelona.

Anes Alvarez de Castrillón, Gonzalo. 1985. « Señorío y propiedad ». *Magister: Revista miscelánea de investigación*, n° 3: 83-89.

Anes Alvarez de Castrillón, Gonzalo, et Luis G. de Valdeavellano. 1989. *Los señoríos asturianos*. Silveño Cañada. Gijón. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=92979>.

Ardit Lucas, Manuel. 1988. « Política e historia en el debate sobre señoríos de las Cortes de Cádiz ». *Studia historica. Historia moderna*, n° 6: 371-79.

Artola Gallego, Miguel. 1978. « La evolución del latifundio desde el Siglo XVIII ». *Agricultura y sociedad*, n° 7: 185-98.

Aston, T.H., et C.H.E. Philpin, éd. 1988. *El Debate Brenner: Estructura de Clases Agraria y Desarrollo Económico en la Europa Preindustrial*. Crítica. Madrid.

Atienza Hernández, Ignacio. 1987. *Aristocracia, poder y riqueza en la España Moderna: la casa de Osuna, siglos XV-XIX*.

———. 1986. « Refeudalización en Castilla durante el siglo XVII ¿un tópico? » *Anuario de Historia del Derecho Español* 56: 889-920.

———. 1990. « Pater familias, señor y patron: oconomía, clientelismo y patronato en el Antiguo régimen ». In *Relaciones de poder, de producción y de parentesco en la Edad Media y Moderna. aproximación a su estudio*, édité par Reyna Pastor de Togneri, 411-58.

———. 1991. « “El señor avisado: programas paternalistas y control social en la Castilla del siglo XVII » ». *Manuscritos: Revista d'història moderna* 9: 155-204.

Atienza López, Ángela. 2008. *Tiempos de conventos, una historia social de las fundaciones en la España moderna*. Madrid: Marcial Pons.

Ávila Seoane, Nicolás. 2006. *El proceso de señorialización de la extremadura castellana (siglos XII a XVIII)*. Universidad Complutense de Madrid, Servicio de Publicaciones.

Barrios García, Angel. 1989. « Repoblación y feudalismo en las Extremaduras ». In *En torno al feudalismo hispánico*, 417-33.

- Baz Vicente, María Jesús. 1996. *Señorío y propiedad foral de la alta nobleza en Galicia, siglos XVI-XX: la Casa de Alba*. Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente.
- Belenguer Cebrià, Ernest. 1979. « La crisis económica de Europa en el siglo XVII. Algunas precisiones en torno a su disparidad bibliográfica ». *Mayurqa: revista del Departament de Ciències Històriques i Teoria de les Arts*, nº 19: 147-71.
- Bernabé Gil, David. 2010. « Quince años de estudios sobre el régimen señorial valenciano en la Edad Moderna ». In *Estudios sobre señorío y feudalismo: homenaje a Julio Valdeón, 2010*, ISBN 978-84-9911-063-9, págs. 197-234, 197-234. Institución « Fernando el Católico ».
- Bernal Rodríguez, Antonio-Miguel. 1997. « La tierra comunal en Andalucía durante la Edad Moderna ». *Studia historica. Historia moderna*, nº 16: 101-28.
- Berrendero, José Antonio Guillén. 2007. *La idea de nobleza en Castilla durante el reinado de Felipe II*. Valladolid: Universidad de Valladolid
- Braudel, Fernand. 1982. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Tome II*. Armand Colin. Paris.
- Buono, Alessandro, et Luca Gabbiani. 2020. « Introduction ». *L'Atelier Du Centre de Recherches Historiques. Revue Électronique du CRH*, nº 22.
- Cabrera Muñoz, Emilio. 1976. « Córdoba y los orígenes del condado de Belalcázar ». *Boletín de la Real Academia de Córdoba de Ciencias, Bellas Letras y Nobles Artes* 45 (96): 85-94.
- . 1977. *El condado de Belalcázar: (1444-1518): aportación al estudio del régimen señorial en la Baja Edad media*. Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba.
- Cabrera Muñoz, Emilio, et Ricardo Córdoba de la Llave. 1984. « Una mesta local en tierras de señorío: el ejemplo de Belalcázar e Hinojosa ». *Boletín de la Real Academia de Córdoba de Ciencias, Bellas Letras y Nobles Artes* 55 (106): 325-36.
- Cárdenas, Francisco de. 1873. *Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España*. Madrid: J. Noguera, á cargo de M. Martínez.
- Carrasco Martínez, Adolfo. 1991. *Control y responsabilidad en la administración señorial: los juicios de residencia en las tierras del Infantado (1650-1788)*. Valladolid: Universidad de Valladolid.
- . 2000. « Los Mendoza y lo Sagrado. Piedad y símbolo religioso en la cultura nobiliaria ». *Cuadernos de historia moderna* 25: 233-69.
- . 2003. « El estoicismo, una ética para la aristocracia del barroco ». In *Calderón de la Barca y la España del Barroco*, édité par José Alcalá Zamora et Ernst Belenguer Cebrià, 305-30. Madrid: Centro de Estudios Constitucionales.
- . 2010. *El poder de la sangre: los Duques del Infantado, 1601-1841*. Actas. Madrid.
- . 2019. « El dispositivo del poder nobiliario-señorial en la Monarquía de los Austrias ». *e-Spania. Revue interdisciplinaire d'études hispaniques médiévales et modernes*, nº 34 (octobre).
- Carzolio, María Inés. 2003. « L'histoire du Moyen Âge en Argentine: Claudio Sánchez Albornoz et ses disciples ». *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, nº 7 (août).
- Casals Martínez, Angel. 2013. « La crisis del siglo XVII: ¿de imprescindible a inexistente? » *Vínculos de Historia*, nº 2: 51-65.
- Castro Redondo, Rubén. 2018. *Cartografía digital de Galicia en 1753: Jurisdicciones, provincias y Reino*. Andavira.
- . 2021. *De señores, señoríos y medidas del país: Cartografía metrológica de la Galicia moderna*. Concello de Verín.
- Ciscar Pallares, Eugenio. 1977. *Tierra y Senorio en el Pais Valenciano (1570-1620)*. Valencia: del Cenia al Segura.
- Clavero, Bartolome. 1974. *El mayorazgo. Propiedad feudal en Castilla 1369-1836*. Madrid: Siglo xxi.
- . 1996. *La grâce du don, anthropologie catholique de l'économie moderne*. Paris: Albin Michel.

- Clavero Salvador, Bartolomé. 1981. «Institución política y derecho: Acerca del concepto historiográfico de “Estado moderno”». *Revista de estudios políticos*, nº 19: 43-58.
- . 1982. «Hispanus fiscus, Persona ficta.: Concepción del sujeto político en el jus commune moderno». *Quaderni fiorentini per la storia del pensiero giuridico moderno* 11 (1): 95-167.
- Collantes de Terán Sánchez, Antonio. 1979. «Los señoríos andaluces: análisis de su evolución territorial en la Edad Media». *Historia. Instituciones. Documentos*, nº 6: 89-112.
- Cos Gayon, Fernando. 1881. *Historia Jurídica del Patrimonio Real*. Enrique de Riva. Madrid.
- Díaz, Antonio Manuel González. 2005. «Ordenanzas del marquesado de Ayamonte, año 1702. Ordenación del territorio y regulación de los recursos». *Huelva en su historia*, nº 12: 257.
- Domínguez Ortiz, Antonio. 1964. «Ventas y exenciones de lugares durante el reinado de Felipe IV». *Anuario de historia del derecho español*, nº 34: 163-208.
- . 1969. «La fin du régime seigneurial en Espagne». *Annales historiques de la Révolution française* 196 (1): 185-90.
- . 1976. *Sociedad y estado en el siglo XVIII Español*. Barcelona. Ariel
- . 1985. «Algunas consideraciones sobre la refeudalización del siglo XVII». In *Homenaje a José Antonio Maravall, vol. I*, edité par María del Carmen Iglesias Cano, Carlos Vicente Moya Valgañón, et Luis Rodríguez Zuñiga, CIS-Fundación Banco Exterior: Instituto de cooperación Iberoamericana, 499-507. Madrid.
- Eiras Roel, Antonio. 1989. «El señorío gallego en cifras. Nómina y ranking de los señores jurisdiccionales». *Cuadernos de estudios gallegos* 38 (103): 113-35.
- Estepa Díez, Carlos. 1985. «Formación y características del feudalismo en la Extremadura castellana: a propósito de un libro reciente.». *Studia historica. Historia medieval*, nº 3: 215-28.
- . 1989. «Formación y consolidación del feudalismo en Castilla y León». In *En torno al feudalismo hispánico*, 157-256.
- . 2010. «Notas sobre el feudalismo castellano en el marco historiográfico general». In *Estudios sobre señorío y feudalismo: homenaje a Julio Valdeó*, 77-105. Madrid: Institución «Fernando el Católico».
- Estepa Giménez, Jesús. 1987. *El Marquesado de Priego en la disolución del régimen señorial andaluz*. Diputación Provincial,
- Felices de la Fuente, María del Mar, et Javier Quinteros Cortés. 2007. «Ordenanzas señoriales en el siglo XVI: ruptura y conflicto. El caso del Marquesado de los Vélez». In *Los señoríos en la Andalucía Moderna: el marquesado de los Vélez, 2007*, ISBN 978-84-8108-410-8, págs. 235-247, 235-47. Instituto de Estudios Almerienses.
- Furió, Antoni. 1997. «Noblesa i poder senyorial al País Valencià en la Baixa Edat Mitjana». *Revista d'història medieval*, nº 8: 109-52.
- Gallego, Miguel Artola, Jaime Contreras Contreras, et Antonio-Miguel Bernal Rodríguez. 1978. *El latifundio: propiedad y explotación, s. XVIII-XX*. Madrid : Servicio de Publicaciones Agrarias.
- Garazo, Antonio Presedo. 2015. «Elite Hidalga y poder señorial en Galicia: principales mecanismos de acceso (1480-1650)». *Studia Historica: Historia Moderna* 37 (novembre): 123-51.
- García Hernán, David. 1989. «La justicia señorial en el siglo XVI: las audiencias de los estados de Béjar y de Arcos a través de sus ordenanzas». In *La burguesía española en la Edad Moderna: actas del Congreso Internacional celebrado en Madrid y Soria los días 16 a 18 de diciembre de 1991, Vol. 1, 1989*, ISBN 84-7762-682-0, págs. 533-545, 533-45. Sociedad V Centenario del Tratado de Tordesillas.
- . 1999. *Aristocracia y señorío en la España de Felipe II: la Casa de Arcos*. Universidad de Granada.
- . 2009. «Señores y gobernadores: La capacidad normativa de la aristocracia para el gobierno de sus estados (siglos XVI y XVII)». In *Nobleza hispana, nobleza cristiana: la Orden de San Juan, Vol. 1, 2009*, ISBN 978-84-96813-30-4, págs. 351-376, 351-76. Polifemo.

- . 2010. *El gobierno señorial en Castilla: La presión y concesión nobiliaria en sus documentos (siglos xvi-xviii)*. Madrid: Biblioteca Nueva.
- Gerbet, Marie-Claude. 1979. *La noblesse dans le royaume de Castille, étude sur les structures sociales en estrémadure de 1454 à 1516*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- González Alonso, Benjamín. 1983. « Notas sobre las relaciones del estado en la administración señorial en la Castilla moderna ». *Anuario de historia del derecho español*, nº 53: 366-95.
- Grassotti, Hilda. 1969. *Las instituciones feudo-vassalíticas de León y Castilla*. Spoleto.
- Grupo '73, Universidad Autónoma de Madrid (MADRID) Departamento de Historia Moderna y Contemporánea. 1973. *La economía del antiguo régimen. El señorío de Buitrago*. Madrid: Servicio de Publicaciones de la Universidad Autónoma de Madrid.
- Guilarte, Alfonso María. 1987. *El regimen señorial en el siglo XVI (1962)*. Valladolid: Universidad de Valladolid.
- Guillén Berrendero, Jose Antonio. 2007. *La idea de nobleza en Castilla durante el reinado de Felipe II*. Valladolid: Universidad de Valladolid, Secretariado de Publicaciones e Intercambio Editorial.
- Guinot Rodríguez, Enric. 1992. « Senyoriu i reialenc al país valencià a les darreries de l'època medieval ». In , Generalitat Valenciana. Vol. Lluís de Santàngel i el seu temps. Valencia.
- Guizot, François. 1835. *Cours d'histoire moderne: leçons du cours de 1828*. Louis Haumen et Compagnie. Paris.
- Iglesias Rodríguez, Juan Jose. 2003. *Monarquía y nobleza señorial en Andalucía: estudios sobre el señorío de El Puerto, siglos XIII-XVIII*. Sevilla: Universidad de Sevilla, Secretariado de Publicaciones.
- Irlés Vicente, María del Carmen. 2006. « De “criados” de un señor a servidores del rey: el “difícil” paso de la administración señorial a la realenga en la España del siglo XVIII ». *Revista de Historia Moderna: Anales de la Universidad de Alicante*, nº 24: 305-32.
- J. Pla Alberola, Primitivo J. 1993. « Los municipios de señorío en el Seiscientos valenciano: a la búsqueda de un nuevo equilibrio ». *Mélanges de la Casa de Velázquez* 29 (2): 107-17.
- Jago, Charles. 1982. « La “crisis de la Aristocracia” en la Castilla del siglo XVII ». In *Poder y sociedad en la España de las Austrias*, edité par John Hustable Elliott, Crítica. Barcelona.
- Ladero Quesada, Miguel Ángel. 1976. « Los señoríos medievales onubenses ». In *Huelva en la Andalucía del siglo XV: (I Jornadas de Estudios Medievales en Andalucía)*, 65-97. Huelva: Instituto de Estudios Onubenses.
- . 1977. « Los señores de Gibraltor ». *Cuadernos de Historia* 7: 1-95.
- . 1983. « Aristocratie et Régime Seigneurial Dans l'Andalousie Du XV ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 38 (6): 1346-68. <https://doi.org/10.3406/ahess.1983.411025>.
- . 1998a. « El señorío de Lepe y Ayamonte a finales del siglo XV: Mayorazgo, valor y rentas ». In *Ladero Quesada, Los señores de Andalucía*, 213-27.
- . 1998b. « Los orígenes del señorío de Palos (1285-1395) ». In *Ladero Quesada, Los señores de Andalucía*, 157-78.
- . 1998. *Los señores de Andalucía. Investigaciones sobre nobles y señoríos en los siglos XIII a XV*. Universidad de Cádiz. Cádiz: Universidad de Cádiz.
- . 1998c. « Los señoríos medievales en el ámbito de Cádiz y Jerez de la Frontera ». In *Ladero Quesada, Los señores de Andalucía*, 419-42.
- . 1998d. « Los señoríos medievales onubenses: período de formación ». In *Huelva en la Edad Media: reflexiones, aportaciones y nuevas perspectivas veinte años después*, 203-28. Universidad de Huelva.
- Lemeunier, Guy. 1993. « El régimen señorial en cuestión: de los enfrentamientos antiguos a la lucha por la tierra de los señoríos del Reino de Murcia (s. XVI-XVIII) ». In *Señorío y feudalismo en la*

Península Ibérica: (ss. XII-XIX), Vol. 2, 1993, ISBN 84-7820-185-8, págs. 355-387, 355-87. Institución « Fernando el Católico ».

———. 1998. *Los señoríos murcianos: s. XVI-XVIII*. Universidad de Murcia.

López, Manuel Torres. 1932. *El origen del Señorío solariego de Benamejí y su carta-puebla de 1549*. Tip. Lit. Paulino V. Traveset., Grenade.

Lorenzo Cadarso, Pedro Luis. 1989. « Luchas políticas y refeudalización en Logroño en los siglos XVI y XVII ». *Historia Social* 5: 3-25.

Maravall, José Antonio. 1972. *Estado moderno y mentalidad social: (siglos XV a XVII)*. Revista de Occidente.

Marcos Martín, Alberto. 1997. « Evolución de la propiedad pública municipal en Castilla la Vieja durante la época moderna ». *Studia Historica. Historia Moderna* 16: 57-100.

Mata Olmo, Rafael. 1984. « Participación de la alta nobleza andaluza en el mercado de la tierra La Casa de Arcos (siglos XV-XVII) ». In *Congreso de historia rural: siglos XV-XIX: actas del coloquio celebrado en Madrid, Segovia y Toledo del 13 al 16 de octubre de 1981, 1984, ISBN 84-7491-088-9, págs. 681-710, 681-710*. Casa de Velázquez.

Mazo Romero, Fernando. 1980. *El condado de Feria (1394-1505): contribución al estudio del proceso señorializador en Extremadura durante la baja Edad Media*.

Molina Puche, Sebastián. 2010. « Aristocracia, linaje, mayorazgo: reflexiones a través de la casa de los Marqueses de Villena en la edad moderna ». In *Familias, jerarquización y movilidad social, 2010, ISBN 978-84-8371-951-0, págs. 19-28, 19-28*. Servicio de Publicaciones.

Montejo Montejo, Vicente. 1993. « Señorialización y remodelación jurisdiccional y económica en el reino de Murcia: los señoríos de Hoya Morena y Cúllar-Baza (s. XVII) ». In *Señorío y feudalismo en la Península Ibérica: (ss. XII-XIX), Vol. 2, 1993, ISBN 84-7820-185-8, págs. 457-473, 457-73*. Institución « Fernando el Católico ».

———. 2010. « Aproximación al estudio de los señores de vasallos murcianos en la Edad Moderna ». *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, n° 30: 119-36.

Montejo Montejo, Vicente, et Francisco Chacón Jiménez. 1993. « Señores y poder monárquico en Murcia (finales del siglo XVI a principios del XVII) ». In *Señorío y feudalismo en la Península Ibérica: (ss. XII-XIX), édité par Eliseo Serrano Martín et Esteban Sarasa Sánchez, Institución Fernando el Católico, 2:445-56*. Zaragoza.

Morales Moya, Antonio, 1983, *Poder político, economía e ideología en el siglo XVIII español: la posición de la nobleza*, thèse, Universidad complutense, Madrid, 1983.

Morsel, Joseph. 2006. « Construire l'espace sans la notion d'espace. Le cas du Salzforst (Franconie) au XIVe siècle ». *Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public* 37 (1): 295-316.

Moxó, Salvador de. 1959. *Incorporación de Señoríos a la Corona*. Valladolid: Universidad de Valladolid.

———. 1964. « Los señoríos. En torno a una problemática para el estudio del régimen señorial ». *Hispania. Revista española de historia* 24: 185-236, 399-430.

Olcina, Antonio Gil. 1979. *La propiedad señorial en tierras valencianas*. Valencia: Del Cenía al Segura.

———. 1983. « La propiedad de la tierra en los señoríos de jurisdicción alfonsina ». *Investigaciones geográficas*, n° 1, 7-24.

———. 1992. *Singularidades del régimen señorial valenciano: expansión, declive y extinción de la señoría directa*. Alicante: Universidad de Alicante.

Ortiz, Antonio Domínguez. 1976. *Sociedad y estado en el siglo XVIII Español*. Barcelona: Ariel.

Palomo, Federico. 1997. « “Disciplina christiana”: Apuntes historiográficos en torno a la disciplina y el disciplinamiento social como categorías de la historia religiosa de la alta edad moderna ». *Cuadernos de historia moderna*, nº 18: 119-38.

———. 2016. « Confesionalización ». In *Identidades y fronteras culturales en el mundo ibérico en la Edad Moderna, 2016*, ISBN 978-84-490-6085-4, págs. 69-90, 69-90.

Pastor de Togneri, Reyna. 1989. « El problema del feudalismo hispánico en la obra de Sánchez Albornoz ». In *En torno al feudalismo hispánico*, 9-19.

Pérez García, Pablo. 2019. « La nobleza valenciana del Quinientos: lo social y su nomenclatura ». *e-Spania. Revue interdisciplinaire d'études hispaniques médiévales et modernes*, nº 34 (octubre).

Pérez García, Rafael M. 2011. « Espirituales, Cortes señoriales y linajes nobiliarios. Construcción y desarrollo de climas sacro-espirituales de referencia social en la Andalucía de los siglos XVI y XVII ». *Historia y Genealogía* 1: 133-53.

Peset Reig, Mariano. 1982. *Dos ensayos sobre la historia de la propiedad de la tierra*. Ed. de derecho Reunida. Madrid.

———. 1989. « Los señoríos en el Antiguo Régimen ». *Areas: revista internacional de ciencias sociales*, nº 10: 75-79.

Pinar, Francisco Javier Lorenzo, et José Ignacio Izquierdo Misiego. 2001. « Ventas jurisdiccionales abulenses en tiempos de Felipe III y Felipe IV ». *Studia Historica: Historia Moderna* 23.

———. 2005. « Ventas jurisdiccionales en Valladolid en tiempos de los Austrias mayores ». *Studia Historica: Historia Moderna* 27.

Pousa Diéguez, Rodrigo. 2022. « Los juzgados ordinarios en la España del siglo XVIII: señorío y realengo en la provincia de León | Pousa Diéguez | Magallánica: revista de historia moderna ». *Magallánica, revista de historia moderna* IX (17).

Pulido Bueno, Idelfonso. 1984. « Los señoríos de Andalucía occidental en el siglo XVII: Crisis económica y conflictividad social: El caso de los señoríos de Gibralforte, Moguer y el Condado de Niebla ». *Anales de la Universidad de Cádiz*, nº 1: 105-38.

Quintanilla Raso, María Concepción. 1979. *Nobleza y señoríos en el Reino de Córdoba: la casa de Aguilar (siglos XIV y XV)*. Córdoba: Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba.

———. 1997. « Propiedades y derechos en los señoríos nobiliarios cordobeses de la Baja Edad Media: nuevas interpretaciones ». *Historia. Instituciones. Documentos*, nº 24: 381-404.

Roel, Antonio Eiras. 1997. « El régimen señorial en Galicia a finales de la Edad Moderna: evaluación ». *Ohm: Obradoiro de Historia Moderna*, nº 6.

Rubio, María de los Ángeles Sánchez, et Rocío Sánchez Rubio. 2007. *Señorialización en la tierra de Trujillo a mediados del siglo XVI: (Madroñera, El Puerto, Plasenzuela, La Cumbre y Marta)*. Cáceres: Extremena de Comunicación y Publicaciones.

Rubio Pérez, Laureano M. 2002. « El Estado y marquesado de Astorga: relaciones de poder, rentas y economía señorial, siglos XVII-XVIII ». *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, nº 22: 83-116.

Ruibal Rodríguez, Amador. 1993. « Una muestra de las dificultades de consolidación de un señorío nacido en el siglo XV: las construcciones militares de la Puebla ». In *Señorío y feudalismo en la península ibérica (siglos XII-XIX)*, edité par Esteban Sarasa Sánchez et Eliseo Serrano Martín, III:411-22. Zaragoza: Institución « Fernando el Católico ».

Saavedra, Pegerto. 1990. « Contribución al estudio del régimen señorial gallego ». *Anuario de historia del derecho español*, nº 60: 103-84.

———. 1994. « Régimen señorial y administración local en la Galicia de los siglos XVI-XVIII ». In *II Simposio de Historia da Administración: Santiago de Compostela, 5 e 6 de maio de 1994, 1994*, ISBN 84-453-1219-7, págs. 29-62, 29-62. Escola Galega de Administración Pública = Escuela Gallega de Administración Pública.

- . 1998. « La administración señorial en la Galicia moderna ». *Hispania: Revista española de historia* 58 (198): 185-212.
- Sabaté, Flocel. 2006. « L'apparition du féodalisme dans la péninsule Ibérique. Etat de la recherche au commencement du XXIe siècle ». *Cahiers de Civilisation Médiévale* 49 (193): 49-69.
- Salas Almela, Luis. 2008. *Medina Sidonia: el poder de la aristocracia*. Marcial Pons. Madrid.
- Salomon, Noël. 1964. *La campagne de Nouvelle Castille à la fin du XVIe siècle d'après les « Relaciones topográficas »*. EHESS. Paris.
- Sánchez Albornoz, Claudio. 1942. *En torno a los orígenes del Feudalismo*. Universidad Nacional de Cuyo. Mendoza.
- Sánchez, Esteban Sarasa, et Eliseo Serrano Martín. 2010. *Estudios sobre señorío y feudalismo: homenaje a Julio Valdeón*. Institución « Fernando el Católico ». <https://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=426213>.
- Segura Graño, Cristina. 1982. « Realengo y Señorío en la tierra de Almería en el siglo XV ». *En la España medieval*, nº 3: 595-618.
- Silva, Alfonso Franco. 2007. *Estudios sobre la nobleza y el régimen señorial en Andalucía*. Granada. Universidad de Granada: Editorial Universidad de Granada.
- Soria Mesa, Enrique. 2007. *La nobleza en la España moderna, cambio y continuidad*. Madrid: Marcial Pons.
- Soria Mesa, Enrique. 1995. *La venta de señoríos en el reino de Granada bajo los Austrias*. Universidad de Granada.
- Soria Mesa, Enrique, Juan Jesús Bravo Caro, et José Miguel Delgado Barrado. 2009. *Las élites en la época moderna: la monarquía española*. Servicio de Publicaciones.
- Torre, Angelo. 2008. « Un « tournant spatial » en histoire ? » *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 63e année (5): 1127-44.
- Usunáriz Garayoa, Jesús María. 1999. « Nuevos señoríos, nuevos señores: Navarra y la venta de jurisdicciones durante la edad moderna ». *Cuadernos de investigación histórica*, nº 17: 7-36.
- . 1998, “Señores y municipios: el juicio de residencia señorial en Navarra y el control del poder local”, *Anuario de historia del derecho español*, 68 : 491-522.
- Valdeón Baruque, Julio. 1981. « El feudalismo ibérico: Interpretación y métodos ». In *Estudios de Historia de España : homenaje a Manuel Tuñón de Lara, Vol. I, 1981, ISBN 84-500-4519-3, págs. 79-98, 79-98*. Universidad Internacional Menéndez Pelayo UIMP. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=581720>.
- . 2010. « Sobre el feudalismo. Treinta años después ». In *Estudios sobre señorío y feudalismo: homenaje a Julio Valdeón, 2010, ISBN 978-84-9911-063-9, págs. 9-25, 9-25*. Institución « Fernando el Católico ».
- Vilar, Pierre. 1979. « El fin de los elementos feudales y señoriales en Cataluña en los siglos XVIII y XIX. Algunas referencias comparativas al resto de España y al Rosellón ». In *La abolición del feudalismo en el mundo occidental, siglo XXI*, 78-93. Madrid.
- Visceglia, Maria-Antonietta, éd. 1992. *Signori, patrizi, cavalieri in Italia centro-meridionale nell'età moderna*. Roma-Bari: Laterza.
- Wamba, Francisco Javier Pérez-Embid. 2005. « El régimen señorial en la segunda mitad del siglo XVI: Estado del Condado de Niebla ». *Huelva en su historia*, nº 12: 219-56.
- Windler, Christian, 1995. “Aristocracia y modernización administrativa. La casa ducal de Medinaceli en la Andalucía del siglo XVIII ». In *Actas del II Congreso de Historia de Andalucía, Córdoba, 1995: 655-661*.

Yun Casalilla, Bartolomé. 1982. « Notas sobre el régimen señorial en Valladolid y el estado señorial de Medina de Rioseco en el siglo XVIII ». *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, nº 3: 143-76.

———. 1985. « Aristocracia, Señorío y Crecimiento Económico En Castilla: Algunas Reflexiones a Partir de Los Pimentel y Los Enríquez (Siglos XVI y XVII). » *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History* 3 (3): 443-71.

———. 1987. « La aristocracia castellana en el seiscientos. ¿Crisis, refeudalización u ofensiva política? » *Revista internacional de sociología* 1: 77-104.

———. 1991. « Aristocracia, corona y oligarquías urbanas en Castilla ante l problema fiscal. 1450-1600. una reflexión a largo plazo. » *Hacienda Pública Española. 2a época. Homenaje a D. Felipe Ruiz Martín* 1: 25-41.

———. 1993. « Consideraciones para el estudio de la renta y las economías señoriales en el reino de Castilla ». In *Señorio y feudalismo en la península ibérica (siglos XII-XIX)*, edité par Esteban Sarasa Sánchez et Eliseo Serrano Martín, II:11-45. Zaragoza: Institución « Fernando el Católico ».

———. 2005. « Economía Moral y Gestión Aristocrática En Tiempos Del Quijote* ». *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History* 23 (S1): 45-68.

Yun Casalilla, Bartolomé, Paul Janssens, Robert Brenner, et Clara Eugenia Nuñez. 1998. *Aristocracy, Patrimonial Management Strategies and Economic Development, 1450-1800*. Ciencias Económicas y Empresariales. Sevilla: Secretariado de Publicaciones de la Universidad de Sevilla.